

DIPLOMATIE

LES ENTRETIENS DE MM. GISCARD D'ESTAING ET SCHMIDT

Paris et Bonn veulent redevenir le « moteur » de la construction européenne

La France et l'Allemagne fédérale vont tenter de relancer avant la fin de l'année l'Union économique et monétaire européenne, après une période de plusieurs années, pendant laquelle les deux pays ont été les principaux réceptacles du « choc » franco-allemand des 3 et 4 février, exprimé dans une déclaration commune. Il a été rendu possible par une certaine réconciliation des esprits entre les deux pays. Le gouvernement français reconnaît désormais sans réserve que l'Union monétaire, « point de passage obligé » sur la voie de l'union européenne (que les Neuf se sont fixés comme objectif en 1972), n'est pas possible sans une « harmonisation effective » des politiques économiques. La France et l'Allemagne fédérale ont donc décidé, d'une part, que leurs ministères des finances se réuniraient périodiquement — sans doute tous les trois mois — pour « coordonner » les objectifs et les moyens de leur politique économique, et d'autre part, elles feront avant la fin de l'année des propositions communes à leurs partenaires pour harmoniser les politiques économiques des États de la Communauté.

Sans doute ne s'agit-il encore que d'une louable intention. Mais l'expérience a montré qu'une entente franco-allemande était la condition nécessaire à tout progrès de la construction européenne. Accusés-on Paris et Bonn de faire cavalier seul et de vouloir construire une Europe à deux à l'intérieur de la Communauté des Neuf ? Les deux gouvernements répondront qu'ils prétendent seulement donner une impulsion nouvelle et qu'ils entendent placer leur action dans le cadre communautaire. La coordination de leurs politiques à court terme devra être conforme aux « orientations fixées par les institutions de la Communauté » et les propositions qu'ils feront pour l'harmonisation des politiques s'adresseront à l'Europe des Neuf dans son ensemble.

La seconde partie de la déclaration franco-allemande porte sur la politique nucléaire. Si les deux gouvernements se refusent à favoriser la prolifération des armes nucléaires, ils se prononcent en faveur de l'énergie nucléaire pacifique par les pays qui en ont besoin pour leur industrialisation. Le ton de la déclaration donne l'impression que ni Paris ni Bonn ne sont décidés à céder aux pressions américaines pour l'annulation des contrats de vente d'armes nucléaires au Pakistan, ce sont les mêmes hommes qui, se débarrassant de leurs téniques écarlates ou de leurs cravates, se retrouvent, six mois plus tard, aux commandes d'un char de l'armée du Rhin ou sous le feu des terroristes de Belfast.

En 1953, des foules considérables avaient campé par une nuit glaciale sur le parcours que devait suivre le cortège du non-roi. Chacun voulait voir la souveraineté de près, accrocher son regard au simplement touché le cheval d'un cavalier de l'escorte. A ce moment-là, il est vrai, la télévision n'était qu'à ses débuts. Aujourd'hui, il suffit de presser un bouton.

Le besoin de contact. Est-ce à dire que le besoin d'établir un contact avec la souveraineté soit devenu moins vif ? Ce n'est pas ce qui ressort de la lecture de la presse populaire dont les rédacteurs en chef connaissent bien leur clientèle. Un journal comme le *Daily Mirror*, dont les sympathies à gauche sont connues, n'est pas le moins attentif à défendre l'image de la famille royale.

Jusqu'au lendemain de la guerre, les tenants de la monarchie soutenaient que la royauté donnait aux citoyens l'exemple des vertus et de la vie familiale. Il y fallait un certain goût du paradoxe, pour ne pas dire plus, quand on songe aux frasques d'un Edouard VII ou aux aventures d'un Edouard VIII qui renonça au trône plutôt que de sacrifier son bonheur privé.

Si l'actuelle famille royale a également dû affronter quelques « crises » qui ont fait le bonheur des journaux à sensation, ce que l'on attend d'elle est différent. La cour a d'ailleurs compris, et parfois même devancé, cette évolution. Il n'est plus question aujourd'hui de « présenter » à la souveraineté les « jeunes filles de la noblesse » ou du monde des affaires avant leurs « débuts » dans la société. Les rapports de la reine avec ses sujets se sont à la fois élargis et simplifiés. La plupart des vieilles barrières se sont abattues, mais la reine n'en est pas encore à inviter à sa table les éboueurs du quartier de Buckingham, ni même à aller seule faire ses

LA DÉCLARATION COMMUNE

A l'issue des entretiens de MM. Giscard d'Estaing et Schmidt, la déclaration commune suivante a été publiée vendredi 4 février :

1) Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le gouvernement français souhaitent que la Communauté puisse reprendre en 1978 la marche vers l'union économique et monétaire, point de passage obligé sur la voie de l'union européenne. Ils espèrent que les politiques de redressement mises en œuvre par plusieurs États membres y contribueront.

2) Conscients que la convergence des évolutions conjoncturelles est la condition d'une solidarité économique et monétaire plus étroite entre les pays membres de la Communauté, ils ont convenus d'intensifier entre eux les consultations tendant à une meilleure coordination des objectifs et des moyens de leur politique économique respective dans le cadre des orientations fixées par les institutions de la Communauté. Ils manifestent leur intention de faire au Conseil européen, avant la fin de 1977, des propositions tendant à une harmonisation effective des politiques économiques des États membres.

3) Les deux gouvernements expriment leur volonté commune de ne pas favoriser la prolifération d'armes nucléaires. Ils sont conscients du fait qu'il pourrait en résulter des problèmes pour les pays qui ont besoin de l'énergie nucléaire pour leur développement. Ils ont procédé à des échanges de vues concernant la contribution technologique et industrielle à ces pays dans le domaine des usages pacifiques de l'énergie nucléaire. L'échange de vues a été suivi de la signature d'un accord de coopération.

Dans les déclarations qu'ils ont faites devant la presse après leurs entretiens, MM. Giscard d'Estaing

et Schmidt se sont contentés de paraphraser ce texte. Par ailleurs, le renforcement de la coopération franco-allemande en matière de politique économique conjoncturelle, M. Giscard d'Estaing a précisé : « Jusqu'à présent, il s'agit surtout d'un échange d'informations. Nous souhaitons aller plus loin en intensifiant nos consultations. Ainsi, selon des modalités qui seront examinées par les deux gouvernements, nous envisageons de procéder à une consultation périodique, par exemple trimestrielle, et éventuellement de voir si un certain nombre d'objectifs quantitatifs pourraient être fixés en commun ».

Enfin, a-t-il ajouté, nous réfléchirons ensemble aux propositions qui pourraient être faites lors du Conseil européen de la fin de l'année, concernant les problèmes économiques, pour renforcer l'efficacité de l'harmonisation des politiques économiques des États membres ».

M. Schmidt a, pour sa part, déclaré : « Nous croyons que la politique économique mise en œuvre en Allemagne pendant la crise économique mondiale, ainsi que la politique économique lancée en France sous la désignation de « plan Barre », aboutiront en 1977 à de bons progrès. Paris et Bonn voudraient renforcer l'évolution non seulement par la consultation mais aussi par la coordination, évidemment dans le cadre des décisions et options des instances européennes. Nous comptons, pour ce faire, nous partenaires à participer à une convergence plus stricte des politiques économiques ».

Le prochain « sommet » franco-allemand se tiendra les 31 et 22 avril à Dakar, a annoncé récemment, à Paris, le président du Sénat, M. L. Senghor. (Reuter.)

EUROPE

Grande-Bretagne

LES VINGT-CINQ ANS DE RÈGNE D'ÉLIZABETH II

(Suite de la première page.)

Et si les défilés sur le Mall ou la parade des Horse Guards relèvent du music-hall autant que de la démonstration militaire, ce sont les mêmes hommes qui, se débarrassant de leurs téniques écarlates ou de leurs cravates, se retrouvent, six mois plus tard, aux commandes d'un char de l'armée du Rhin ou sous le feu des terroristes de Belfast.

En 1953, des foules considérables avaient campé par une nuit glaciale sur le parcours que devait suivre le cortège du non-roi. Chacun voulait voir la souveraineté de près, accrocher son regard au simplement touché le cheval d'un cavalier de l'escorte. A ce moment-là, il est vrai, la télévision n'était qu'à ses débuts. Aujourd'hui, il suffit de presser un bouton.

Le besoin de contact. Est-ce à dire que le besoin d'établir un contact avec la souveraineté soit devenu moins vif ? Ce n'est pas ce qui ressort de la lecture de la presse populaire dont les rédacteurs en chef connaissent bien leur clientèle. Un journal comme le *Daily Mirror*, dont les sympathies à gauche sont connues, n'est pas le moins attentif à défendre l'image de la famille royale.

Jusqu'au lendemain de la guerre, les tenants de la monarchie soutenaient que la royauté donnait aux citoyens l'exemple des vertus et de la vie familiale. Il y fallait un certain goût du paradoxe, pour ne pas dire plus, quand on songe aux frasques d'un Edouard VII ou aux aventures d'un Edouard VIII qui renonça au trône plutôt que de sacrifier son bonheur privé.

Si l'actuelle famille royale a également dû affronter quelques « crises » qui ont fait le bonheur des journaux à sensation, ce que l'on attend d'elle est différent. La cour a d'ailleurs compris, et parfois même devancé, cette évolution. Il n'est plus question aujourd'hui de « présenter » à la souveraineté les « jeunes filles de la noblesse » ou du monde des affaires avant leurs « débuts » dans la société. Les rapports de la reine avec ses sujets se sont à la fois élargis et simplifiés. La plupart des vieilles barrières se sont abattues, mais la reine n'en est pas encore à inviter à sa table les éboueurs du quartier de Buckingham, ni même à aller seule faire ses

Comme un écolier consciencieux

Paradoxalement, la royauté bénéficie d'un respect plus grand dans les quartiers populaires de l'Est-End londonien que dans certains clubs huppés du West-End, où les contestataires ridiculisent les coutumes démodées de la cour. Pourquoi les nouveaux ministres ne peuvent-ils prendre leur poste avant d'avoir balayé symboliquement la main de la reine ? Pourquoi un membre du cabinet ne peut-il adresser une communication à la souveraineté qu'en se présentant comme son « humble serviteur » ? Dans ces milieux, l'opinion a évolué en faveur de la monarchie. Le *Wantage* y est, pour quelques choses. Beaucoup d'intellectuels britanniques tendent à se dresser contre le système, ont compris que la chute du président Nixon mettait en cause l'autorité et le prestige dont doit jouir la tête de l'État.

A Londres, un premier ministre convaincu de forfaiture pourrait être éliminé en vingt-quatre heures sans que la structure essentielle du pays soit mise en discussion. Dans la jungle de la politique moderne, une couronne n'est donc pas toujours inutile.

La grande question demeure de savoir si le trône exerce encore une influence politique. C'est sans doute Sir Harold Wilson qui a apporté sur ce point le témoignage le plus intéressant, en même temps que le plus élogieux pour la souveraineté. L'ancien chef du cabinet travailliste souligne que la reine connaît personnellement tous les chefs d'État du Commonwealth et de la plupart des autres pays. Les observations qu'elle formule à leur égard seraient fort utiles « pertinentes ». Elle ferait « des deniers » comme un écolier bien consciencieux. Sir Harold a

Union soviétique

L'expulsion d'un journaliste américain

(Suite de la première page.)

Il s'agit du premier correspondant étranger expulsé d'U.R.S.S. depuis la conclusion des accords d'Helsinki en 1975. L'arrestation de M. Guinebourg a été confirmée dans la soirée de vendredi par l'agence Tass, qui le qualifie d'« élément antisocial », de « rebelle de la société », de « provocateur ». Trévis Soljenitsyne, M. Guinebourg administrait un fonds d'aide aux familles des emprisonnés politiques et aux opposants récents au régime. Ce fonds, qui avait distribué plus de 250 000 roubles depuis sa création, était alimenté en grande partie par les droits d'auteur de Soljenitsyne qui transmettait légalement par la Banque soviétique du commerce extérieur. L'agence Tass rappelle qu'au cours d'une récente perquisition il aurait été découvert dans l'appartement de M. Guinebourg des documents « incriminant » de ses contacts avec le NTS (1), des brochures antisoviétiques et des « fausses déclarations » de ses amis. Les documents incriminés auraient été apportés par les policiers venus perquisitionner.

M. Guinebourg, qui est considéré comme coupable par l'agence Tass, avait même d'avoir été jugé, est âgé de quarante ans. Il a déjà été condamné en 1969 à une peine de détention pour avoir passé un examen à la place d'un ami (une pratique courante en U.R.S.S.) ; en 1968, Guinebourg a été condamné à cinq ans de camp pour la rédaction d'un livre blanc consacré à l'affaire Smirnov-Daniel. Depuis sa libération en 1973, il était en résidence surveillée à Ekaterinebourg, une petite ville située à 200 km environ de la capitale. C'est là qu'il a été arrêté et emprisonné, après son arrestation le 10 janvier.

Le résultat le plus clair de cette arrestation est, bien sûr, de mettre un terme à l'existence du fonds d'aide aux opposants. L'expulsion de M. Guinebourg fait suite à une recrudescence d'articles contre la presse occidentale et des pressions sur les opposants. Depuis deux mois environ, plusieurs correspondants ont été convoqués au ministère des affaires étrangères pour s'entendre reprocher le ton de leur contenu de leurs articles. Tel a été, en particulier, le cas des correspondants de la B.B.C., du *Washington Post* et du *Journal espagnol ABC*. D'autres correspondants ont été astiqués dans la presse, dont celui du *New-York Times*, accusé, mercredi dernier (1) Mouvement d'émigrés russes dont le siège est en R.F.A.

Le Monde
dossiers
et documents
NUMERO DE FEVRIER
● LES COMMUNES
● LES RELATIONS
DU TRAVAIL
Le numéro : 2,50 F

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT D'ASILE TERRITORIAL A ÉCHOUÉ

(De notre correspondant.)

Genève. — La conférence des Nations unies sur le droit d'asile territorial, qui se tenait au Palais des Nations à Genève depuis le 10 janvier (le Monde du 12 février), s'est séparée le 4 février, sans avoir pu aboutir. Son objectif était d'établir, à l'intention de l'Assemblée générale des Nations unies, un projet de convention internationale élargissant les droits des réfugiés et leur assurant une plus grande protection. Son président, M. Abdulhadi Seld Osman (Soudan), a reconnu que la mission n'avait pu être accomplie, mais il estime qu'elle n'a rien d'insatisfaisant, le droit international évoluant lentement et le problème du droit d'asile étant « délicat et difficile ».

Les délégués de quatre-vingt-deux pays n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un point essentiel : un État souverain a-t-il ou non l'obligation d'accorder le droit d'asile à un réfugié ? Non, les représentants du bloc de l'Est ont considéré que les prérogatives attachées à la souveraineté de l'État devaient l'emporter sur la sécurité des réfugiés. Ils ont suivi à ce propos la position émise dès le début de la conférence par l'U.R.S.S., selon laquelle toute convention en ce domaine est inutile. Pendant toute la conférence, les pays occidentaux se sont opposés à cette thèse. L'accord n'a pu se faire. A titre provisoire, les « trois grands » ont adopté des résolutions plus restrictives que les dispositions actuellement en vigueur. Car ils augmentent les pouvoirs des États et diminuent, par là même, la portée de la notion de droit d'asile.

Enfin, la conférence recommande à l'Assemblée générale de prendre en considération le problème de la réunion à une date appropriée d'une nouvelle session.

ISABELLE VICHNIAC.

ASIE

le peuple d'Asie

le peuple d'Asie

le peuple d'Asie

le peuple d'Asie

le peuple d'Asie

le peuple d'Asie

le peuple d'Asie

AMÉRIQUES

États-Unis

UNE ANCIENNE CONdamnÉE A PERPÉTUITÉ DEVIENT LA NURSE D'AMY CARTER

Atlanta (A.F.P.) — Une jeune femme condamnée à la prison à vie pour meurtre va redevenir la gouvernante d'Amy Carter, la fille du président des États-Unis, âgée de neuf ans.

La Maison Blanche est intervenue pour faire libérer Mary Fitzpatrick, deux mois avant la date fixée normalement pour sa mise en liberté conditionnelle. La jeune femme (elle a trente-trois ans) avait été condamnée en 1970 pour avoir, alors qu'elle était, semble-t-il, en état d'ivresse, tué d'une balle l'ami d'une de ses camarades.

Prisonnière modèle, Mary Fitzpatrick avait déjà été mise en liberté conditionnelle et s'était occupée d'Amy de 1974 à 1976, alors que M. Carter était gouverneur de Géorgie.

Amy et ses parents ont toujours apprécié les services de Mme Fitzpatrick. Elle avait bénéficié d'une permission spéciale de trois jours au moment des cérémonies d'inauguration de M. Jimmy Carter. Elle les avait passés à la Maison Blanche à tenir compagnie à Amy, alors que le président et Mme Carter assistaient aux réceptions données en leur honneur.

● LA COMMISSION DES RELATIONS INTERNATIONALES de la Chambre des représentants a décidé, jeudi 3 février, d'ouvrir une enquête sur les relations entre les États-Unis et la Corée du Sud, à la suite des informations selon lesquelles des membres du Congrès seraient bénéficiaires de versements « douteux » de la part de Séoul. — (A.F.P.)

GRAND CONGRÈS DES FAMILLES ET AMIS DES PRISONNIERS POLITIQUES ESPAGNOLS

Doit avoir lieu le 6 février 1977 à San-Sebastian (Pays Basque).

Le premier rassemblement, qui devait se tenir en décembre, a été interdit par le gouverneur civil de San-Sebastian.

Ce congrès prend une signification particulièrement importante dans un moment où l'Espagne se trouve secouée par la violence fasciste. Il pèsera d'un poids très lourd dans le combat pour la démocratie.

Nous appelons donc l'opinion internationale, les amis de l'Espagne, toutes les organisations démocratiques à appuyer ce congrès et à envoyer leur adhésion à : Mariasun Bergareche, Alameda de Calvo Sotelo 18 3° derecha, San-Sebastian (Pays Basque).

Envoyez aussi au Gouverneur Civil de San-Sebastian des télégrammes pour exiger l'autorisation de la tenue de ce congrès. Envoyez aussi en masse des télégrammes au Président du Gouvernement (Paseo de la Castellana n° 3 - Madrid) exigeant l'AMNISTIE TOTALE sans laquelle il ne peut y avoir de véritable passage à la démocratie.

Le CISE (Comité d'information et de solidarité avec l'Espagne) informe qu'il a tiré à des milliers d'exemplaires des cartes-lettres pliables à signer et à envoyer directement au gouverneur espagnol, exigeant l'amnistie générale. Ces cartes-lettres sont disponibles à son siège : 198, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, tél. 325-55-80.

URUGUAY 1977

POUR SOUTENIR LE PEUPLE URUGUAYEN EN LUTTE CONTRE LA DICTATURE - POUR LIBÉRER TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY - POUR FACILITER L'ACCUEIL DES REFUGIÉS EN FRANCE

LE COMITÉ DE DÉFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY (C.D.P.P.U. GROUPE IN ALBERGAMENTO) APPELLE À UNE RÉUNION D'INFORMATION SUR L'URUGUAY QUI AURA LIEU

JEUDI 10 FÉVRIER à 20 h. 30
27, avenue de Choisy, 75013 PARIS

avec la participation de

- Maître Jean-Louis Weil, membre de l'Association des Juristes Démocrates, mandaté en Uruguay par l'Association Internationale des Juristes Catholiques.
- Un représentant de la CIMADE.
- Un représentant de Justice et Paix.
- Le témoignage d'Amnesty International et de Juristes et Syndicalistes Uruguays.

PROCHE-ORIENT

Israël

La rencontre à Genève entre MM. Rabin et Houphouët-Boigny est présentée comme un important succès diplomatique

Jérusalem. — « Un mini-Entente électorale ! » C'est en ces termes que beaucoup d'Israéliens ont commenté, dès qu'ils en eurent connaissance, le vendredi après-midi 4 février, la rencontre que venait d'avoir, à Genève, M. Itzhak Rabin avec le président de la Côte-d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny.

La rencontre, qui avait été tenue secrète, a, apparemment, été préparée comme une véritable opération militaire. Les membres du gouvernement n'en ont été informés que dans l'après-midi de jeudi, alors que, deux semaines plus tôt, le directeur du cabinet du premier ministre avait mis au point, avec un proche collaborateur du président ivoirien, les détails de l'entrevue. C'est en décembre que M. Houphouët-Boigny avait exprimé le souhait de s'entretenir avec M. Rabin.

La rupture de 1973

Le président du conseil israélien, accompagné d'un nombre très réduit de collaborateurs, avait quitté l'aéroport Ben-Gourion à 2 heures du matin dans la nuit de jeudi à vendredi, à bord d'un petit avion de fabrication israélienne. A 10 heures, vendredi, il était accueilli par le président Houphouët-Boigny dans la villa de l'ambassadeur ivoirien dans la banlieue de Genève. Le directeur israélien des affaires étrangères, M. Moshe Alon, a servi d'interprète. Les deux interlocuteurs se sont séparés à 13 heures, après avoir apposé leur signature sur un communiqué commun.

Une partie seulement de ce document, qui constitue une adhésion de Jérusalem sur les conditions dans lesquelles devrait s'engager la négociation de paix, a été révélée par des sources israéliennes. On indique, à Jérusalem, que MM. Houphouët-Boigny et Rabin estimant, dans leur communiqué, que cette négociation doit être fondée sur les résolutions 242 et

De notre correspondant

338 du Conseil de sécurité, lesquelles ne prévoient pas la participation de l'O.L.P. aux négociations de paix.

Telle qu'elle a été présentée aux Israéliens, la rencontre de vendredi à Genève marquait un important succès diplomatique puisque la Côte-d'Ivoire, qui entretenait naguère des rapports très amicaux avec Israël, s'était ralliée au camp arabe, comme la plupart des pays du tiers-monde, lors de la guerre d'octobre 1973, et avait rompu ses relations diplomatiques avec Jérusalem.

Des entretiens sont prévus avec d'autres chefs d'État africains

L'entretien secret de vendredi pourrait donc marquer une évolution favorable des rapports israélo-ivoiriens, mais M. Rabin a tenu à préciser, dès son retour en Israël, qu'il ne fallait pas s'attendre à une reprise immédiate des relations diplomatiques. Cependant, a-t-il indiqué, les contacts devraient se multiplier à tous les niveaux, et surtout aux plus élevés. Prenant la parole à une assemblée de kibboutz, dans la nuit de vendredi, le premier ministre a annoncé que des entretiens avec d'autres chefs d'État africains étaient prévus, sans toutefois donner la moindre précision sur l'identité de ses futurs interlocuteurs ni sur les dates des rendez-vous.

Les révélations faites par M. Rabin mettent en lumière les initiatives des deux plus importants dirigeants de l'Afrique noire

francophone dans le conflit du Proche-Orient. Une divergence semble toutefois se dessiner : alors que M. Senghor, qui a rencontré à Paris des représentants du Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne, et des délégués de l'O.L.P. paraît soutenir une participation palestinienne aux pourparlers de paix, M. Houphouët-Boigny, en se référant aux résolutions 242 et 338, et en choisissant de s'entretenir avec M. Rabin, paraît se rallier à la thèse du gouvernement israélien.

M. Rabin a toutefois laissé entendre que le président ivoirien ne lui avait pas paru insensible à l'ensemble des arguments arabes. M. Houphouët-Boigny avait rencontré récemment à Genève une délégation de l'O.L.P.

ANDRÉ SCHEMAMA.

(N.D.L.R. — C'est le 23 janvier dernier que M. Houphouët-Boigny a rencontré à Genève le Dr Issam Sartawi, chargé par M. Arafat des contacts secrets avec les Israéliens. On apprendait alors de bonne source que le président ivoirien avait assuré le représentant de l'O.L.P. que les relations diplomatiques ne seraient pas rétablies entre Abidjan et Jérusalem avant que M. Rabin n'adopte une attitude positive à l'égard du problème palestinien.)

● M. Abba Eban a retiré sa candidature au poste de chef de gouvernement et soutiendra celle de M. Shimon Peres, ministre de la défense. La décision de l'ancien ministre des affaires étrangères a été annoncée au cours d'une réunion de dirigeants du parti travailliste jeudi 3 février. — (A.F.P.)

Egypte

Les États-Unis et l'Arabie Saoudite vont aider le Caire à surmonter ses difficultés économiques

Les États-Unis et l'Arabie Saoudite s'apprêtent à venir en aide à l'Égypte pour lui permettre de surmonter ses difficultés économiques, lesquelles ont été à l'origine des récentes émeutes. Selon un porte-parole du président Sadate, M. Carter aurait pris la décision, le vendredi 4 février, d'octroyer à l'Égypte 500 millions de dollars. Le jour même, apparaît-on de Washington, une sous-commission de la Chambre des représentants approuvait, à l'unanimité, un projet d'aide exceptionnelle de 190 millions de dollars. Toujours vendredi deux personnalités saoudiennes de premier plan — les ministres des finances et des affaires étrangères — sont arrivés au Caire afin d'examiner avec les dirigeants les moyens de renouer la trésorerie du gouvernement égyptien.

Ce dernier a été violemment pris à partie par l'une des per-

sonnalités progressistes les plus connues au Caire, M. Loufi El-Kholi, rédacteur en chef de la revue marxiste Al-Talia. Dans un éditorial publié par cette revue, M. El-Kholi accuse « les appareils de l'État, surtout de sécurité », d'avoir transformé les manifestations populaires en émeutes en ayant recours à des agents provocateurs, qui se sont livrés à des actes de violence et de vandalisme. L'objectif du gouvernement de M. Mamdouh Salém, soutient l'éditorialiste, était de justifier d'avance la répression qu'il s'apprêtait à déclencher pour étouffer le mécontentement populaire.

L'agence Tass dénonce, pour sa part, « le ton anti-communisme » du dernier discours du président Sadate, qui chercherait, selon l'agence soviétique, à camoufler la crise économique et sociale que traverse l'Égypte. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

La recherche d'un règlement

La mission de M. Kurt Waldheim est critiquée en Égypte et en Israël

La visite de M. Waldheim au Caire s'est terminée le vendredi 4 février sur une note d'amer-tume qui traduit, selon les observateurs, une certaine inquiétude de l'Égypte devant les difficultés qui se dressent sur le chemin de la conférence de Genève.

Le secrétaire général des Nations unies a déclaré avant de prendre l'avion pour Damas, et alors qu'il venait d'être reçu par le président Sadate, qu'il n'y avait pas encore de solution aux problèmes qui font obstacle à la convocation de la conférence de la paix. Commentant cette déclaration, les journaux égyptiens se demandent pourquoi M. Waldheim « semble capituler devant les exigences arabes ».

La presse égyptienne invite, enfin, le secrétaire général de l'ONU à cesser de « tourner autour du pot ».

● A Jérusalem, un porte-parole du gouvernement israélien a déclaré que la mission de M. Waldheim ne pouvait aboutir qu'à une impasse. Il a ajouté : « Nous allons accueillir le secrétaire gé-

néral de l'ONU avec tout le respect dû à son rang, mais nous considérons que la conférence de Genève ne peut se réunir que si elle est fondée sur un consensus (celui des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité) et non pas sur la résolution de l'Assemblée générale qui exige la participation de l'O.L.P. et qui constitue un acte reléguant la tyrannie de la majorité. »

« Nous sommes prêts à nous rendre à Genève, mais nous ne pensons pas que ce soit la médiation de M. Waldheim qui nous ouvre la voie vers une solution du conflit. L'histoire contemporaine prouve qu'aucune conférence n'a réussi à mener à la paix d'un seul coup. La solution ne peut intervenir que graduellement. (...) »

● A Moscou, l'agence Tass critique sévèrement l'attitude d'Israël, et soutient que M. Rabin demandera sous peu au président Carter d'organiser des pourparlers parallèles à la négociation de Genève. L'agence estime qu'Israël « envisage de substituer à la conférence de Genève la discussion avec les seuls partenaires privilégiés ».

« Il s'agit donc de nouveaux « accords séparés » selon le principe des « petits pas », qui, comme on l'a vu, n'ont pas permis de progresser réellement vers un règlement juste et durable », ajoute Tass. — (A.F.P.)

Scepticisme à Damas

De notre envoyé spécial

Damas. — Les dirigeants syriens ont engagé des conversations avec M. Waldheim sans illusions, et même avec quelque scepticisme. Ils ne voient pas comment le secrétaire général de l'ONU réussira à concilier deux bûches qui demeurent inconciliables, celle d'Israël, qui entend exclure l'O.L.P. de toute négociation de paix, et la leur.

Le président Assad estime avoir fait une concession de taille en renonçant à exiger la présence à Genève d'une délégation autonome de la « centrale » palestinienne. Mais il insiste pour que l'organisation de M. Arafat reçoive, malgré tout, une invitation en bonne et due forme. Les représentants de l'O.L.P. seraient alors intégrés dans une délégation arabe commune. L'Union soviétique, croit-on savoir ici, accepterait cette formule qui saurait la face à toutes les parties concernées.

M. Waldheim propose, pour sa part, que les Palestiniens ne participent pas à une première phase de la conférence de Genève, proposition à laquelle la Syrie est prête à se rallier, à condition que le principe de leur présence à une étape ultérieure soit agréé en préalable. Le secrétaire général de l'ONU devrait rencontrer, ce samedi, M. Arafat pour s'informer du point de vue du chef de la résistance.

Si M. Waldheim ne réussit pas à trouver une formule de compromis, la Syrie — en association avec l'Égypte et la Jordanie —

a l'intention de porter l'affaire devant le Conseil de sécurité et de mettre en accusation Israël. Le roi Hussein était attendu dimanche à Damas, où il s'entre-tiendra avec le président Assad, avant d'accueillir à Amman le secrétaire général de l'ONU.

LUCIEN GEORGE.

● Le président Carter a nommé le 4 février M. Richard Parker ambassadeur des États-Unis au Liban. Il succède à M. Meloy, tué dans un attentat à Beyrouth l'année dernière. Né en 1923, M. Parker a occupé plusieurs postes au Proche-Orient avant d'être nommé en 1970 ministre-conseiller à Rabat, puis en 1974, chargé d'affaires en Algérie, et, en 1975, ambassadeur dans ce pays. — (A.F.P.)

● Le vice-président brésilien, M. Sadam Hussein, venant de Moscou, a fait escale, le vendredi 4 février, à Ankara. Il s'est entretenu avec le premier ministre turc de diverses questions, y compris sur la possibilité d'établir en commun les eaux de l'Euphrate. Ce projet risque d'envenimer les relations avec la Syrie, pour laquelle ce fleuve est vital. D'autre part, le communiqué conjoint publié à Moscou à l'issue de la visite de M. Hussein fait apparaître que les divergences entre les deux pays concernant le conflit palestinien demeurent entières.

A travers le monde

Afghanistan

● LE PROJET DE CONSTITUTION en discussion devant la Grande Assemblée « Loya Jirga ». — Révisée depuis le 30 janvier à Kaboul (le Monde du 3 février), réserve d'importantes pouvoirs à l'exécutif et prévoit la création de deux Assemblées aux pouvoirs limités. Des élections auront lieu en 1978. Le président Daoud a indiqué son souci de doter le pays d'institutions « solides et progressistes ». Il a également réaffirmé la solidarité de son pays avec les nations islamiques et a défendu la politique de non-alignement de son gouvernement. Il s'est enfin engagé à rechercher les moyens pacifiques de régler le problème du Pashtounistan. — (A.F.P.)

Birmanie

● MME CHOU EN-LAI, veuve de l'ancien premier ministre chinois et vice-présidente du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, est arrivée, samedi 5 février, à Rangoon, pour une visite officielle d'une semaine. Il s'agit de la première visite à l'étranger d'un haut dignitaire chinois depuis la mort de Mao Tse-tung et l'accession au pouvoir de M. Hua Kua-feng, donné aucune assurance quant au retour des enfants en Rhodésie. Pour Gaborone, les élèves se sont réfugiés au Botswana de leur plein gré. — (A.F.P., Reuters.)

Brésil

● ERRATUM. — Nous avons écrit par erreur (le Monde du 4 février, première édition) qu'une commission de personnalités françaises demandait à M. Giscard d'Estaing d'intervenir en faveur des détenus brésiliens. C'est au général Giesel, président de la République du Brésil, que la lettre était adressée.

Bulgarie

● LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, M. Ivan Nedev, a été remplacé par son premier adjoint, M. Christo I. Christov. En mai 1976, M. Nedev n'avait pas été élu député. Né en 1931, M. Christov a fait toute sa carrière dans le commerce extérieur. — (A.F.P.)

Chypre

● SIX PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES vendredi 4 février à Chypre. Elles sont soupçonnées d'avoir pris part à l'assassinat, le 19 août 1974, de l'ambassadeur des États-Unis à Chypre, Roger Davis. Les personnes arrêtées appartenaient à l'organisation illégale EOKA qui, en juillet 1974, avec le concours de la junte d'Athènes, avait renversé le président Makarios et installé au pouvoir, pendant une semaine, M. Nicos Sampson. — (Corresp.)

Malaisie

● LES FORCES ARMÉES MALAISENNES EN TERRE D'HAUTS ont franchi la

frontière entre les deux pays afin de poursuivre les guérilleros communistes, depuis un accord bilatéral signé vendredi 4 février, à Kuala-Lumpur. — (A.F.P.)

Mexique

● IL Y A MILLE DEUX CENTES PRISONNIERS POLITIQUES au Mexique, dont 60 % sont détenus depuis neuf ans, a affirmé, le jeudi 4 février, un dirigeant du P.C. mexicain, M. Manuel Marace Pardini. Il a réclamé « une amnistie générale ». — (A.F.P.)

Philippines

● ENVIRON DIX MILLE CIVILS ET DIX MILLE COMBATTANTS ont été tués depuis le début, en 1972, du conflit qui a opposé les forces gouvernementales aux rebelles musulmans du sud du pays, a révélé, vendredi 4 février, M. Barbero, sous-secrétaire à la défense. Des négociations portant sur les modalités d'application de l'accord de cessez-le-feu signé en décembre 1976 et la création d'une région autonome dans le sud de l'archipel doivent s'ouvrir le 7 février, à Tripoli, en Libye. — (A.F.P.)

Soudan

● LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DU SUD-SOUDAN, M. Abel Alier, a déclaré, jeudi 3 février, que douze militaires de l'armée de l'air, qui avaient participé mercredi à la tentative de prise de contrôle de l'aéroport de Juba (capitale du Sud-Soudan) et avaient été arrêtés, ont été libérés. — (le Monde du 4 février.)

D'autre part, l'agence soudanaise d'information a indiqué jeudi que, contrairement à ce qui avait été annoncé mercredi, un étranger, et non deux, avait été tué au cours de l'attaque de l'aéroport. Il s'agit d'un Américain, M. Harold Bowman. Deux autres étrangers, M. Alan Arnould et Mlle Margareta Linistorm, l'un et l'autre suédois, ont été blessés. — (A.F.P.)

Suède

● LA SUÈDE VEUT ÉTENDRE À 200 MILES SA ZONE RÉSERVÉE. Le gouvernement suédois a demandé jeudi 3 février au Parlement l'autorisation d'étendre à 200 miles marins la zone de pêche suédoise, dans la mer Baltique notamment. Lorsque le Parlement aura donné son accord, la date d'entrée en vigueur des nouvelles limites de pêche pourra être fixée et des négociations pourront être entreprises avec les autres pays riverains de la Baltique. Des négociations pourront également se dérouler en vue de fixer des quotas de pêche dans la zone suédoise. — (A.F.P.)

Vietnam

● LE FRONT NATIONAL UNITÉ, regroupant trois formations qui ont participé à la Résistance, l'une au Nord, le Front de la patrie, et les deux autres au Sud, le Front national de libération et l'Alliance des forces nationales démocratiques et de paix, dont le congrès s'est achevé vendredi 4 février, à Ho-Chi-Minh-Ville, a pris l'appellation de Front de la patrie vietnamienne. — (A.F.P.)

فكرنا من الأصل

ix, 13,
, est
ustras.
troupe
jul,
atique

nous aider, de leur savoir et
leurs talents, à sensibiliser le
public de toutes les nations.

« Les jeunes élèves, les situa-
tions, les professeurs, dans toutes
les écoles, dans toutes les univer-
sités, à organiser, notamment en
France, des concours scolaires pour l'UNESCO de leur pays »
collectes dont le produit sera
consacré à la sauvegarde du fluvi-
atlas mondial en cours d'élabo-
ration. L'art, le sciences, philo-
sophie, conservent encore, dans
toute le monde d'aujourd'hui, une
place importante. Mais il faut
l'invoquer enfin tout ceux qui,
par ailleurs, ont déjà visité ou vont
visiter Athènes, et aussi tous ceux
qui n'ont pas eu la chance de
prendre la chance mais qui sentent
bien, quelle que soit l'aire cultu-
relle à laquelle ils appartiennent,
qu'il y a quelque chose de plus
grandiose au plus haut degré du
créateur de l'homme, à ver-
sement contribution si modeste
celle qui leur permette d'appar-
tenir à un grand œuvre-mêmes
à fort collectif (1).

C'est là ne doute pas que, cette fois
encore, l'humanité saura recon-
naître et récompenser ceux qui
se consacreront ainsi plus
loin, par-delà la diversité des
cultures et des systèmes, cette
cause commune à l'humanité.
Le premier monde des nations, pre-
mière conscience de leur interdé-
pendance et de leur commune
destinée, veulent instaurer un
nouveau monde sur la soli-
cité des peuples.

(1) Les contributions peuvent être
versées au compte 8.701.761.80 Anno-
nations, Direction Générale de l'Éducation,
avenue Kléber, 75016 Paris.

(2) Directeur général de l'Unesco

D'UNE REGION A L'AUTRE

A PROPOS DE...

L'ANIMATION DES JARDINS PARISIENS

Les Tuileries en jachère

Aucune fête ne sera organisée cet été, à Paris, dans les Tuileries. Le jardin ne se remettra qu'au printemps prochain des dégâts causés par celle de l'été dernier.

En 1977, les Tuileries devaient être en jachère de « l'été... » et l'animation du jardin « devait se consacrer à la présentation en soirée de spectacles de qualité, à l'exclusion de toute manifestation foraine ou artistique commerciale ». M. Jean Rousseau, conseiller de Paris, se faisait, dans une question au préfet de la capitale, l'interprète de tous ceux qui ont critiqué les manifestations organisées l'été dernier dans les Tuileries sur l'initiative d'Yves Mourousi. Il demandait aussi des précisions sur le coût de cette fête, son succès, les dégâts qu'elle causait. Le préfet répond dans le Bulletin municipal officiel du 4 février.

Mme la secrétaire d'Etat à la culture, écrit-il, fait connaître que, sur le plan financier, il a été accordé une subvention de 1 025 000 F pour l'organisation de la fête. Des dégradations ont été constatées, mais les dégâts sont divers et de nature à être réparés, conformément aux termes du contrat qui avait été passé avec eux, pris les mesures nécessaires à la remise en état des lieux.

Le jardin aura retrouvé sa physionomie au printemps prochain. C'est d'ailleurs à ce moment-là seulement que le coût exact de la remise en état pourra être définitivement connu.

En ce qui concerne le succès

des spectacles auprès du public, environ 710 000 personnes ont assisté aux différentes manifestations qui ont eu lieu dans le jardin. Le chiffre des chapiteaux et des nefs de l'armée ont attiré 200 000 spectateurs (entrées payantes). Sur le plan financier, les organisateurs estiment que l'opération est bénéfique.

S'agissant des autorisations de circulation délivrées aux véhicules pour les besoins des spectacles, des dérogations ont été accordées pour permettre l'organisation et l'approvisionnement de la fête, mais ces dérogations ont été limitées au minimum.

Enfin, pour l'avenir, conclut le préfet, ainsi que cela a été précisé, le secrétaire d'Etat à la culture ne juge pas souhaitable de chercher à introduire des moyens extérieurs d'animation dans les grands espaces parisiens, qui sont des lieux d'harmonie, de détente et de loisir. Leur utilisation à d'autres fins ne saurait être que brève et exceptionnelle.

Les Tuileries ou les difficultés de l'animation de la capitale. On dit que Paris est infatigable, notamment durant l'été, lorsqu'elle accueille le plus grand nombre de ses visiteurs. Toutes les initiatives tendant à mettre un peu de gaieté dans les rues, sur les places et les jardins devraient donc être les bienvenues sans exception. Mais, en ce qui concerne le caractère trop commercial, qui est trop « fermé », trop codé, ou qui gâche des sites. Paris est une ville très fragile.

Picardie

Difficile unité

De notre correspondant

Amiens. — Picardie picarde ? Les quatre élus communistes et les quatre élus socialistes ont voté contre le budget 1977, qui a été adopté par le conseil régional de Picardie. Les recettes seront de 93 millions de francs (26,87 francs d'impôt par habitant) et les dépenses de 98 millions de francs. Les 5 millions manquants ont été rattrapés à la décision modificative de cette année et à l'autorisation de programme 1978. Il est prévu 21,9 millions pour la formation, 24,5 millions pour les communications, 2,7 millions pour l'économie, 5,9 millions pour le cadre de vie, 9 millions pour l'action sanitaire et sociale, 2,1 millions pour l'équilibre de l'espace, 1,8 million pour l'information.

En Picardie, région verrouillée entre le Nord, la Champagne et la région parisienne, le sentiment d'appartenir à une même entité fait quelque progrès, tout au moins dans l'esprit de ses représentants : une charte culturelle régionale est

mise au point par la préfecture. Des personnalités aussi opposées que M. René Lampe, député, maire communiste d'Amiens, et M. Jean Legendre, maire de Compiègne (Centre national des indépendants) ont demandé et obtenu que leurs communes participent à l'élaboration de ce document. Un atlas de Picardie, pour lequel 140 000 F ont été déboursés, est en cours de réalisation. Cinq mille œuvres sur la Picardie seront achetées après l'avis d'un comité de lecture composé des membres de la première commission de l'Assemblée régionale.

Mais les vieilles divisions départementales persistent encore trop souvent. C'est ainsi que les représentants de l'Oise et de la Somme, toutes tendances confondues, ont demandé la création d'une direction régionale de l'action sanitaire et de la Sécurité sociale, et l'implantation d'un corps régional d'assurance maladie (actuellement tout est centralisé à Lille), tandis que tous les élus de l'Aisne s'opposent au projet. — M.C.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Forcalquier gardera sa prison

De notre envoyé spécial

Forcalquier. — L'ancienne prison de Forcalquier, sous-préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, a échappé à la démolition. Après avoir été achetée par le Conseil de Strasbourg, M. le maire d'autre part président du conseil général, membre du conseil régional, député à l'Assemblée nationale, membre de l'Assemblée européenne — a fait savoir à l'heure même des chancelleries que sa vente aux enchères publiques n'aurait pas lieu.

Fin de l'émotion. Tracts pleins de poèmes et listes de pétition, les mains, les « Amis de Forcalquier » ont mis fin à leur offensive. « Quand le maire vendra-t-il aussi la cathédrale ? », avaient demandé ces jeunes gens en colère, et différents des vénérables personnages qui, d'ordinaire, forment les associations d'« amis » des vieilles pierres. Ils avaient assésés les protestataires, recueils les grands principes « contre la privatisation des biens publics », argués de la braderie (mise à prix : 120 000 F) d'un édifice d'un haut intérêt « archéologique, historique, esthétique » et, enfin, dénoncé une « concentration » qui se bornait à la publication d'annonces légales. Ouvrant le bon œil, ils avaient identifié, sous l'anonyme rédaction : « grand bâtiment local, cinq étages, 780 mètres carrés de surface au sol », l'ancienne prison où la population insoumise (1) enferma le sous-préfet Paillard en 1851, l'ancien comte des Récollets, qui conservait des éléments du X^e siècle et de nobles et hautes caves voûtées. D'où ire, proclamation, action... Et victoire en extremis.

A ces jeunes gens virulents, certains ont fait le reproche d'avoir « sorti l'affaire » à la veille des élections, alors que la mairie de la cité venait d'être inscrite au budget municipal de 1974. Sans doute. Mais alors elles ont fort décriées : voici déjà la prison sauvée, réhabilitée,

remise au GEOREL à des fins absolument culturelles et sociales. Bien plus : voici un coup de projecteur sur les richesses trop méconnues d'une ville ancienne, jadis capitale d'un Etat indépendant, gérée d'histoire, puis oubliée sur ses plateaux « glorieux » par rois et républicains, tombant de 12 000 habitants en plein Moyen Age à 2 000 au siècle dernier, et remontrant aujourd'hui à 3 000 tandis que de jeunes Tures font feu de tout bois pour la revivifier.

« Vive la prison ! » Voici, à la faveur de son bruyant sauvetage, Forcalquier en passe d'être redécouverte, avec son potentiel économique prêt au réveil, son histoire oblique, son accumulation de monuments, de sites, de places, de vieilles rues, d'hôtels anciens, qui témoignent d'un grand passé et d'un rare oubli. Entre la cathédrale (XII^e siècle) et les « Cordeliers » (XIII^e) du Guide, on songe par exemple à ce très vieux hôtel d'une rue historique, aujourd'hui obturé par des vantaux de bois, et qui, sur la nouvelle lancée, sera sans doute réhabilité lui aussi. (Et bien d'autres encore, on l'espère.) L'esprit de renouveau souffle ou il veut. Pût-ce, à la veille d'élections, par une porte de prison. — JEAN RAMBAUD.

(1) Jadis la ville s'est enorgueillie de ses « quatre reines » : les quatre filles du comte de Forcalquier avaient épousé, au treizième siècle, quatre rois (Saint Louis, Henri III d'Angleterre, Richard, empereur d'Allemagne, et Charles d'Anjou, roi des Deux-Siciles). Aujourd'hui on y fait davantage référence à son rôle de capitale de l'insurrection qui souleva la Provence, en 1851, contre le coup d'Etat de Louis-Napoléon.

Lorraine

LES ELUS EN APPELLENT A LA SOLIDARITE NATIONALE

Le conseil régional de Lorraine a fait appel le 4 février « à la solidarité et à l'effort national » pour résoudre la crise de l'emploi dans la sidérurgie, et a demandé « que le gouvernement se prononce dans les plus brefs délais sur ses intentions précises concernant l'avenir du bassin lorrain. Dans une motion adoptée après plusieurs heures de débat, l'Assemblée a notamment demandé :

- Que l'obligation soit faite à la sidérurgie : 1) de mettre tous ses sièges sociaux, ses bureaux d'études et ses structures de direction au milieu des usines ; 2) d'intégrer dans son actif ses filiales et usines de transformation au bilan bénéficiaire ;
- Que les élus et les syndicats soient considérés comme des participants de plein droit à toutes les négociations entre la sidérurgie et l'Etat ;
- Que l'Etat s'oppose à tout licenciement économique ou technique qui ne comporte pas parallèlement des créations d'emplois.

LES ALPES-MARITIMES A L'ECONOMIE

(De notre correspondant.)

Nice. — Par mesure d'économie, certaines routes nationales et départementales des Alpes-Maritimes, et notamment les trois carrefours entre Nice et Menton, ont été fermées la nuit, sauf pendant les fêtes (Noël - Epiphane) et durant les week-ends et la saison d'été. Ainsi vient d'en décider l'unanimité les conseillers généraux du département.

L'économie qu'ils comptent réaliser sous le million de francs, et cette somme sera affectée à certains travaux de remise en état et d'entretien des réseaux routiers.

Deux autres solutions avaient été envisagées pour réduire la consommation d'électricité. La première consistait à équiper l'ensemble du département de nouvelles lampes à sodium, qui aurait permis une économie de 40 % de la consommation dans chaque foyer. Seconde formule envisagée : supprimer l'éclairage public sur les routes départementales de nuit à 5 heures.

M. V.

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

Concorde pourra-t-il atterrir à New-York ?

M. Carter veut prendre le temps d'étudier le dossier

De notre correspondant

New-York. — La décision des autorités portuaires de New-York de reporter du 10 février au 10 mars sa réponse en ce qui concerne le droit d'atterrissage de Concorde à l'aéroport Kennedy n'était pas inattendue. Les autorités portuaires sont sensibles aux intérêts du gouverneur de New-York, M. Hugh Carey, et dernier étant plutôt défavorable à l'appareil en raison du poids électoral des riverains de Kennedy et des écologistes, mais pourrait modifier son attitude si il y était invité par M. Carter. Le président n'a pas eu le temps d'inauguration — et compte tenu de la crise énergétique qui retient toute son attention — de demander l'écheveau des intérêts contradictoires qui se sont noués autour de Concorde. Il est donc naturel que les autorités portuaires ne tiennent pas à s'exposer dans une affaire aussi lourde de conséquences nationales et internationales et qu'elles aient choisi de se donner du temps. M. Carey serait sensible, bien sûr, à une aide du gouvernement fédéral à l'Etat et à la ville de New-York, mais M. Carter a l'intention, non pas de soutenir New-York, par le truchement d'une aide financière directe et unique qui semblerait le privilégier par rapport aux autres villes, mais par le biais de la mise en place d'un certain nombre de programmes d'aide fédérale au titre des transports, de l'éducation, de la santé. L'organisation de ce soutien fédéral prendra un certain temps et ne répond pas dans l'immédiat aux préoccupations de M. Carey.

D'autre part, l'avenir américain de Concorde va dépendre — et dans une large mesure — de la fermeté dont feront preuve les chancelleries britannique et française sur le plan diplomatique. S'il y a lieu d'être aujourd'hui légèrement moins optimiste qu'avant le voyage en Europe du Vice-président Mondale, c'est en raison d'une certaine mollesse que ce dernier aurait constaté chez les Britanniques. Il est vrai que le Royaume-Uni, en raison de la faiblesse de son économie, est plus sensible aux pressions américaines que ne l'est le gouvernement français. Si l'un des partenaires richissimes dans la détermination d'obtenir du gouvernement américain qu'il traite l'industrie aéronautique européenne comme il veut voir celle-ci

traitée en Europe, M. Carter pourrait saisir cette occasion d'insister la diplomatie française et, finalement, de lui opposer un refus. Cependant, les experts américains estiment que, si les données recueillies par les autorités new-yorkaises confirment que Concorde est en mesure de respecter à Kennedy les normes prévues, New-York sera tenu, en définitive, par l'action fédérale ou par l'action judiciaire attendue le 13 février — à autoriser le superconcorde à atterrir pendant seize mois d'essai à Kennedy, comme M. Coleman l'y avait autorisé.

Quant à la décision de Western Airlines de ne pas acheter d'Airbus, elle n'a aucun rapport, contrairement à ce que certains ont suggéré, avec l'affaire Abou Daoud. Western Airlines, tout simplement, n'a pas été en mesure de résister aux pressions combinées de certaines banques liées aux grands fabricants d'avions américains et du ministère du commerce, qui l'ont invitée à acheter américain et qui, dans ce secteur de pointe, se sentent les coudes face à une possible intrusion étrangère.

LOUIS WIZNITZER.

M. CAVAILLE : pas de monopole pour Air France

« La définition d'un statut de l'aviation marchande, qui résulterait de la loi sur le transport aérien français, ne paraît pas de nature à résoudre les problèmes économiques de fond de la compagnie nationale », précise M. Marcel Cavaille, secrétaire d'Etat aux transports, dans une question écrite parue au Journal officiel du 25 janvier.

La politique du gouvernement, en matière de transports aériens, « repose sur la coordination des activités des compagnies françaises dont les réseaux sont, de ce fait, non pas concurrents mais complémentaires ». « Dans ces conditions », affirme M. Cavaille, « il convient avant tout de s'attacher à résoudre les problèmes spécifiques de la compagnie nationale ». Il est clair, à ses yeux, que le rétablissement financier d'Air France « ne peut reposer exclusivement sur l'effort financier de son principal actionnaire » et que l'entreprise publique doit également entreprendre « un effort important de redressement ».

UNE DECLARATION DE M. NEUWIRTH. — M. Lucien Neuwirth, député R.P.R. de la Loire, président du groupe parlementaire pour le Concorde, a déclaré le 4 février : « C'est les reims au superconcorde franco-britannique, en lui interdisant l'atterrissage à New-York, que revient, dans les faits, à bloquer le développement de l'industrie aéronautique européenne ».

« Il faut », a ajouté M. Neuwirth, que les Américains comprennent que leur attitude à l'égard de Concorde nous tirent des conclusions sur la sincérité de leurs sentiments à l'égard d'une Europe politiquement et économiquement indépendante. »

MEILLEURE SANTE POUR L'AVIATION AMERICAINE. — Les onze principales compagnies aériennes américaines, qui avaient enregistré une perte totale de 100 millions de dollars (500 millions de francs) en 1975, ont réalisé en 1976 un bénéfice total de 350 millions de dollars (1,75 milliard de francs).

L'augmentation du nombre des passagers, grâce à l'amélioration de la situation économique en général, l'augmentation de 10 % environ des tarifs intérieurs et des programmes efficaces de réduction des dépenses expliquent cette nouvelle situation. — (A.P.)

INFORMATIONS PRATIQUES

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1678

1. Incident sur le chemin du Ciel ; Fille ou garçon. — 2. Prendre avec force (dépêché) ; Petit distingué. — 3. Avec eux, il faut s'attendre à avoir des pépins ; Accablés leurs victimes. — 4. Individu ; Prénom masculin. — 5. Figure biblique ; Ensis par un charretier. — 6. Préfixe ; Résultats complets des courses. — 7. Point répété ; Allée providentielle des Romains ; Riche en phosphore. — 8. Ligne de corps ; Point biblique. — 9. Moisson de randonnées printanières (pluriel).

Solution du problème n° 1678

Horizontalement

I. Méseures ; Oh. — II. Pilon ; Set. — III. Lacs ; Trac. — IV. Ut ; Or. — V. Cui ; Due. — VI. Amas. — VII. Astles ; Effet. — VIII. Calé ; con ; Rac. — IX. Nacre ; Idole. — X. Eva ; Nenni. — XI. Sol. — XII. Sile ; Enu ; Le ; Ré. — XIII. Lof ; Elau ; Asiles. — XIV. Lof ; Elau ; Asiles. — XV. Lof ; Elau ; Asiles. — XVI. Lof ; Elau ; Asiles. — XVII. Lof ; Elau ; Asiles. — XVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — XIX. Lof ; Elau ; Asiles. — XX. Lof ; Elau ; Asiles. — XXI. Lof ; Elau ; Asiles. — XXII. Lof ; Elau ; Asiles. — XXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — XXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — XXV. Lof ; Elau ; Asiles. — XXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — XXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — XXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — XXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — XXX. Lof ; Elau ; Asiles. — XXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — XXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — XXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — XXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — XXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — XXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — XXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — XXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — XXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — XL. Lof ; Elau ; Asiles. — XLI. Lof ; Elau ; Asiles. — XLII. Lof ; Elau ; Asiles. — XLIII. Lof ; Elau ; Asiles. — XLIV. Lof ; Elau ; Asiles. — XLV. Lof ; Elau ; Asiles. — XLVI. Lof ; Elau ; Asiles. — XLVII. Lof ; Elau ; Asiles. — XLVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — XLIX. Lof ; Elau ; Asiles. — L. Lof ; Elau ; Asiles. — LI. Lof ; Elau ; Asiles. — LII. Lof ; Elau ; Asiles. — LIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LV. Lof ; Elau ; Asiles. — LVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXV. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXVIII. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXIX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXX. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXXI. Lof ; Elau ; Asiles. — LXXXXXXXII. Lof ; Elau ; Asiles.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

SUNDAY EXPRESS

La petite Noire et la bébé blanc

Pour montrer à quel point les communautés noire et blanche s'ignorent mutuellement, l'hebdomadaire sud-africain SUNDAY EXPRESS raconte cette anecdote :

« Un groupe d'écoliers sortait de Soweto pour la première fois depuis le début des émeutes pour aller au zoo de Johannesburg. Alors que ses camarades regardaient les lions et s'éclayaient devant des hyènes, Tandi, cinq ans, restait en arrière. Elle suçait, fascinée, une femme blanche qui poussait un landau.

— Qu'est-ce que tu regardes comme ça ? lui demanda le monsieur.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? demanda Tandi, montrant le bébé.

— C'est un bébé.

— Ce n'est pas un bébé, dit Tandi.

— Mais si. C'est un bébé blanc.

— Mais les blancs n'ont pas d'enfants ! dit Tandi.

Le monsieur demanda à la passante de laisser Tandi toucher son bébé. La petite fille expliqua un peu plus tard qu'elle avait eu peur parce qu'elle pensait que c'était une autre espèce d'animal du zoo.

Taisez-vous, méfiez-vous...

Selon le quotidien anglais THE GUARDIAN, « les hommes d'affaires doivent être avertis du danger de tenir des conférences privées dans les grands hôtels qui entourent les aéroports internationaux ».

M. Ralph Matthews, un ancien officier des services de renseignements de l'armée britannique, qui se consacre maintenant au contre-espionnage industriel, a indiqué que six cas d'espionnage avaient été découverts au cours des cinq dernières années près de l'aéroport de Heathrow.

Pour sa part, il a découvert dans une chambre un émetteur à ondes moyennes dans le téléphone et un émetteur à modulation de fréquence derrière un meuble.

M. Matthews estime que tous les grands hôtels, dans le monde, sont susceptibles d'attirer les espions industriels (...). Les chambres ne peuvent jamais être tout à fait sûres, même après une fouille soignée. Il a rappelé un cas célèbre aux Etats-Unis, où une chambre d'hôtel avait été méticuleusement examinée, quand, au beau milieu de la discussion, une secrétaire entra avec le café. Le micro était dans la cafetière.



Le monstre du lac Kol-Kol

Le célèbre monstre du lac Ness, en Ecosse, a peut-être un cousin soviétique. La KOMSOMOLSKAYA PRAVDA relate ce qu'a vu, dans le lac Kol-Kol, dans la région de Dzhambul, au sud du Kazakhstan. M. A. Pecherak, membre de la Société soviétique de géographie, M. Pecherak s'était rendu dans la vallée du Karakystak pour tenter d'élucider une légende faisant état de la présence d'un alékhon, ou serpent géant, dans les lacs du pays.

A 7 ou 8 mètres de haut, le lac était couvert de rides, puis une silhouette en forme de zigzag est apparue. On la distinguait fort bien. Des petites vagues, en zigzag aussi, suivaient les mouvements d'une queue de cet immense corps d'une quinzaine de mètres de long. L'envol d'une poule d'eau attirait l'attention du monstre : une tête massive et la queue d'une créature bizarre qui avançait péniblement dans l'eau ont émergé du lac. La tête, de plus de 2 mètres de long et de 1 mètre d'épaisseur, ainsi que l'extrémité de la queue étaient immobiles. Terrifié, le gravis la rive en pente du lac pour prendre son fusil et tirer sur le monstre. Mais lorsque nous sommes allés au lac, le monstre avait disparu dans un bouillonnement d'eau. C'est seulement alors que j'ai pensé à ma caméra, mais il était trop tard...

THE WALL STREET JOURNAL

Dix mille incertitudes

Le transsexualisme (changement de sexe) est l'affaire d'une clinique spécialisée de l'université Stanford, en Californie, « l'un des quarante centres médicaux américains qui se consacrent à cette nouvelle spécialité », écrit le WALL STREET JOURNAL.

Selon le quotidien américain, il existerait aux Etats-Unis quelque 10 000 personnes qui, nées avec l'ovotomie d'un sexe, s'identifient psychologiquement et affectivement avec l'autre (...).

Selon la Fondation Erickson de Baton-Rouge (Louisiane), il y a aujourd'hui 3 500 « transsexuels » aux Etats-Unis qui ont été opérés avec succès. Trois cents de ces opérations ont été faites dans la seule année 1975, soit le double d'il y a cinq ans (...).

Depuis l'ouverture en 1968, la clinique de Stanford a pratiqué cent soixante opérations de ce genre, dont 74 % étaient destinées à transformer un homme en femme. Toutefois, depuis l'année dernière, le nombre de demandes de femmes qui veulent devenir des hommes s'est accru considérablement. Aujourd'hui, les demandes sont à peu près égales pour les deux sexes.

Il n'y a plus de galanterie...

« Les lois sur l'égalité des sexes ne doivent pas faire oublier les principes chevaleresques à l'égard des femmes. » C'est ce que, selon le DAILY TELEGRAPH de Londres, a conclu le juge Phillips, président du tribunal d'appel chargé des questions d'emploi.

Le juge étudiait la plainte de M. Barry Peake, ouvrier dans une usine d'automobiles, célibataire, qui estime que lui et ses camarades sont victimes d'une discrimination parce que les femmes sont autorisées à quitter leur travail cinq minutes avant eux.

Il n'y a rien dans la loi contre la discrimination sexuelle qui interdise de traiter les femmes avec courtoisie, a signifié sévèrement le juge à M. Peake. On doit les laisser descendre les premières des trains, par exemple.

Je suis venu par le métro, et il ne m'a pas semblé que cela se faisait beaucoup, a répliqué M. Peake, qui estime, de toute manière, que la façon dont nous considérons les femmes doit changer avec les lois nouvelles.

Lettre de Kherbet

Loin des technocrates



A 8 kilomètres à vol d'oiseau d'Ajloun, dans le nord-ouest de la Jordanie, les trois mille habitants de Kherbet-al-Quahadneh éprouvent mille difficultés à sortir du Moyen Age. N'étant ni horticul, ni tisserand, ni fabricant de tapis, ils ne vivent que de l'agriculture.

Perché sur une colline de 700 mètres, qui domine la vallée du Jourdain et la Galilée, perdu au milieu d'une forêt d'oliviers dits romains, dont certains, millénaires, donnent d'exquises olives, Kherbet-al-Quahadneh vit de l'agriculture. Pour se rendre à leur travail, les chefs de famille accomplissent quotidiennement des marches forcées de 7 à 8 kilomètres sur des sentes abruptes pour rejoindre le canal du Ghor ou le Jourdain.

Bien irriguée, cette zone a considérablement enrichi un grand nombre de familles de Kherbet et d'autres villages, qui ont reçu des terres bourgeoises, ou unités agricoles. Jusqu'à trois récoltes par an assurent un revenu annuel qui peut dépasser le millier de dinars (3 000 dollars) largement suffisant pour vivre et prospérer. Ceux qui ont accepté les offres du gouvernement ont déserté le village pour s'installer dans du préfabriqué à proximité des champs. Ils ne retrouvent Kherbet-al-Quahadneh qu'en juillet et août, au moment des grosses chaleurs.

Pendant cette période, vivant au rythme de la nature, les villageois ne font strictement rien. Tandis que les femmes cuisent le pain azyne et se consacrent aux tâches quotidiennes, les hommes entretiennent leurs relations de bon voisinage. Adultes chrétiens et musulmans se rendent visite et palabrent des heures durant. Les relations intercommunautaires sont aujourd'hui chaleureuses après avoir connu, l'année dernière, un léger refroidissement dû au rôle d'un chéikh intolérant à l'égard des « infidèles ». Il s'est écrié, depuis, de quitter les lieux.

LES événements du Liban, auxquels toute la chrétienté d'Orient est sensible, n'ont pas eu de répercussions dans le bourg. « Tout le monde a très vite compris qu'il ne s'agissait pas d'un conflit religieux », dit un des Badr. Un membre des Ghazou, une des principales familles musulmanes, rappelle que les Jordanien ont eu « leur problème » en 1970-1971. C'est dans cette région que les survivants des foyers palestiniens massacrés en septembre 1970 à Amman par les

plus beaux fleurons : le major de la licence de littérature anglaise à l'université d'Amman était cette année un Badr. Un brillant sujet qui sera vraisemblablement à Londres dans quelques mois afin de gravir les derniers échelons de la hiérarchie universitaire.

Les Palestiniens, eux, n'ont pas laissé de trop mauvais souvenirs. « Ils étaient très corrects, payaient l'épicerie ; il n'y avait pas les soldats originaires du village qu'ils étaient durs ; ils les roulaient tout le temps et ça n'était pas très agréable. Les gens ont été contents que l'armée les chasse », dit un Haddad.

Le village a largement payé son tribut au conflit du Proche-Orient. Pendant la guerre de juin 1967, l'aviation israélienne, en pilonnant des nids d'artillerie jordaniens, a brûlé des oliveraies. Par la suite, et jusqu'en 1970, les paysans ont dû renoncer à cultiver leurs terres dans la vallée du Jourdain. Les Israéliens détruisaient systématiquement le réseau d'irrigation pour dresser les Jordanien contre les todayns qui avaient leurs bases dans ce secteur.

SITUÉ dans une zone stratégique de première importance — c'est là qu'en 1798 Bonaparte sauva Kherbet d'un désastre — Kherbet-al-Quahadneh, qui domine une des régions agricoles les plus riches d'Israël, pourrait subir les inconvénients d'un jour prochain. La Jordanie est en effet en train de se doter d'un système de missiles sol-air dont quelques rampes pourraient se retrouver non loin du village. Que fera l'Etat juif ? se demande la population.

Les curiosités du village, où pas un Occidental n'a mis le pied depuis le départ d'Ajloun, il y a dix ans environ, d'un médecin baptiste américain remplacé par un Jordanien, sont rares. Il y a bien cette Allemande, « cloîtrée », disent les mauvaises langues, par son mari qui l'avait connue en Allemagne au début des années 60, alors qu'il y travaillait. Elle ne doit pas être si malheureuse puisqu'elle est retournée plusieurs fois dans son pays d'origine... et en est revenue.

Théodore Atallah Badr, cent vingt et un ans et veuf depuis trois ans, fait l'admiration de tous. Sort de conseiller technique agricole, on ne peut l'interroger que par écrit.

car il est totalement sourd. Seule personne lettrée du village de 1885 à 1900, son érudition est étonnante et va de l'histoire à la botanique en passant par les livres bibliques.

Le dernier crime remonte à 1857. Un Badr de mauvaises mœurs avait tué l'un de ses compagnons de débauche musulman. On avait alors recouru à la procédure de la khilba, sorte de conciliation opérée par une famille liée aux deux clans en conflit. Après plusieurs mois de tractations, des représailles et des contre-représailles, les Ghazou — les intermédiaires — étaient parvenus à fixer le prix du sang et à ramener le calme. Depuis quelques années, le droit coutumier a été théoriquement aboli pour être remplacé par les tribunaux d'Etat. La mise en place ne s'est pas faite sans grincements de dents...

Car la défiance de ces simples sujets de Sa Majesté le roi Hussein à l'égard des autorités perçues sans cesse dans leurs conversations. On leur avait promis l'eau courante il y a dix ans. Ils l'attendent toujours. Certes, depuis, un gros tuyau qui serpente à travers l'unique rue du village a été installé. Mais il n'apporte l'eau que quelques heures par mois. Cette incurie des pouvoirs publics est d'autant plus ressentie que le village — fait exceptionnel — n'a pas de sources. Au moment des pluies, chaque famille amasse l'eau dans des bidons et dans des citernes.

L'électricité, quant à elle, viendra peut-être en 1980, si les promesses du premier ministre sont tenues. Malgré consolation : tous les villages de la région sont logés à la même enseigne.

Pour l'heure, les paysans paraissent résignés à leur sort. Si proches, et si lointains des technocrates du royaume établi à Amman, ils sentent cependant qu'ils ne peuvent en rien peser sur les choix du régime. Les quelques années à venir seront décisives. Les adolescents ont déjà abandonné la choura — le conseil — et le dila — la robe noire — de leurs mères, tandis que leurs frères sont résolument vêtus à l'occidentale. L'esprit reste cependant disponible et le détachement à l'égard des biens de ce monde provoque toujours l'étonnement de l'Européen. Ces vertus séculaires rétrospectives à l'arrivée du 220 volts ?

DANIEL LE GAC.

A NEW-YORK

Demain, les chiens...

Il y a trop de chiens à New-York (600 000), et ils sont trop gros. Il y a quelques années, tout le monde voulait son chien, son chiot ou son doberman pour se sentir en sécurité. Aujourd'hui que la ville est plus sûre, on commence à trouver ces animaux bien embarrassants.

D'abord, ils sont sales. Des paniers d'ordures à l'arrière de la promenade du chien et de son maître : « C'est votre dog » (il faut se soulager votre chien dans le caniveau). Ou bien, sur certains arbres : « Don't shit on me » (ne vous répandez pas sur moi). Les propriétaires de chiens sont clairement invités, depuis peu, à sortir avec une petite pelle et un balai pour effacer les traces de la promenade.

Et puis quand on ne veut plus de son chien, on dit qu'il mord. On raconte les morsures : quarante mille l'année dernière, et la loi prévoit qu'on doit abattre un chien à la troisième morsure... Dans les Queens, récemment, on a organisé une véritable battue pour tous les chiens, les danois et les dobermans, c'est le début d'une dégrace. Ils n'ont plus qu'à se faire tout petits.

« Le jour où ils décideront de tuer les chiens », n'est pas un titre de science-fiction. A New-York, la chasse aux chiens a déjà commencé. Ce ne sera jamais un sport national (de toute façon, le lobby des animaux pour chiens est là pour veiller au grain), mais pour les chiens, les danois et les dobermans, c'est le début d'une dégrace. Ils n'ont plus qu'à se faire tout petits.

JACQUELINE DEMORNE.

Pécole et la nation

168, Rue du TEMPLE - PARIS 75003 - Tél. 277.35.22

N°268 - FEVRIER 1977 - le N°8F - 68 p.

LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT

De l'école d'aujourd'hui à celle de demain

• VÉRITÉS, ESPIRS et LUTTES

EN LIBRAIRIES ET KIOSQUES

AU JAPON

La « bataille de Narita »

QUATRE mille mètres de l'aéroport est prévue pour l'automne prochain. Pressé par les milieux d'affaires, les compagnies aériennes et les directeurs des lignes de chemin de fer privées qui relient Narita à Tokyo, M. Fukuda, premier ministre, a personnellement ordonné la destruction des tours construites par les contestataires. Mercredi 19 janvier, quelque trois mille cinq cents C.R.S. japonais s'en sont pris à un millier d'étudiants, qui soutiennent les paysans.

La « bataille de Narita » a été suivie avec passion par tous ceux — paysans et intellectuels — qui y voient un symbole. Les adversaires du projet ont d'abord été soutenus par les partis d'opposition, mais, rapidement, ceux-ci ont pris leur distance, pensant que la lutte était vouée à l'échec.

Aujourd'hui, seul le parti socialiste, apparu, avec beaucoup de réserve, un opposant au thème de la lutte contre les nuisances. Cependant, tous les paysans du Japon se sentent solidaires de ceux de leurs compatriotes qui ont été expropriés, et des millions de citoyens, ceux qui auront à souffrir du bruit des avions, se sont ligés contre une entreprise mal conçue à l'origine.

Neuf fois différée, l'ouverture

PHILIPPE PONS.

ECRANS DE L'ETRANGER

L'Afrique d'

LES programmes de télévision africains sont très nombreux. Ils sont diffusés sur les chaînes de télévision internationale et sur les chaînes nationales. Les programmes sont très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision africains sont très nombreux. Ils sont diffusés sur les chaînes de télévision internationale et sur les chaînes nationales. Les programmes sont très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision africains sont très nombreux. Ils sont diffusés sur les chaînes de télévision internationale et sur les chaînes nationales. Les programmes sont très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision africains sont très nombreux. Ils sont diffusés sur les chaînes de télévision internationale et sur les chaînes nationales. Les programmes sont très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision africains sont très nombreux. Ils sont diffusés sur les chaînes de télévision internationale et sur les chaînes nationales. Les programmes sont très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Quatre

PRES de quatre millions de téléspectateurs ont vu la télévision américaine pendant une semaine. Les programmes ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

Les programmes de télévision américaine ont été très variés : documentaires, reportages, films, etc.

gramme 2.

1. *Phragmites australis* (Cav.) Trin. ex Steud.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

En Italie Une partie des charges sociales des entreprises sera fiscalisée

De notre correspondant

Rome. — Toujours soucieux de lutter contre l'inflation, le gouvernement italien a publié, le 4 février, un nouveau train de mesures destinées à contenir les prix des produits industriels. Une partie des charges sociales des entreprises sera provisoirement couverte par l'Etat, grâce à deux prélèvements fiscaux.

Une hausse de la T.V.A. qui passera de 12 à 14 % pour les produits ordinaires, de 6 à 9 % pour le textile et de 30 à 35 % pour les objets de luxe, produira 1 000 milliards de francs de rentrées (5,8 milliards de francs). Un accroissement de la taxe de fabrication des produits textiles, qui se répartira notamment sur les prix à la consommation du combustible pour chauffage, rapportera 400 milliards de francs.

Jusqu'à la fin avril, les patrons — de tous les secteurs, à l'exception du bâtiment — économiseront 80 F

de cotisation maladie par employé et par mois. Les effets de l'échelle mobile s'en trouveront neutralisés sans que soit portée atteinte à son mécanisme.

Ce nouveau train de mesures ne fait pas l'unanimité en Italie — c'est le moins que l'on puisse dire, — puisqu'il est critiqué au sein même du gouvernement.

Beaucoup reprochent au gouvernement de M. Andreotti de mener une politique à la petite semaine, sans véritable stratégie. Les mesures du 4 février leur apparaissent insuffisantes et même dangereuses, puisque l'augmentation des taxes risque de provoquer l'effet inverse, relançant l'inflation dans quelques semaines, au lieu de la contenir. Il est vrai que la marge de manœuvre du gouvernement est étroite: les syndicats refusent toute modification de l'échelle mobile et le parti communiste les soutient. — R. S.

PRÊTS DE LA CHASE MANHATTAN A LA CÔTE-D'IVOIRE

Abidjan. — M. Konan Bedie, ministre de l'Economie et des Finances de Côte-d'Ivoire, a signé le 3 février une convention de prêt d'un montant de 3 millions de dollars avec la Chase Manhattan Bank. Cet accord est la première étape de la mise en œuvre d'un grand programme de financement organisé par Laurent Fribre et la Chase, il fait suite à un protocole récemment signé avec ces deux firmes.

Il concerne le financement du vaste complexe agro-industriel dont la mise en œuvre sera affectée par l'Agence pour l'aménagement de la vallée du Bandama (A.V.B.). Le projet prévoit la réalisation d'un programme hydro-agricole utilisant les ressources considérables en eau du bassin du Bandama en vue d'irriguer 30 000 hectares de cultures diverses. La réalisation en sera étalée sur une quinzaine d'années.

Le nouveau protocole est l'un des premiers exemples d'engagement à long terme d'un gouvernement et de bailleurs de fonds privés en vue de réaliser un vaste programme destiné à modifier radicalement la structure économique et sociale de toute une région de la Côte-d'Ivoire.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Très calme

Le plus grand calme a régné cette semaine sur les marchés des changes, où les cours se retrouvent à peu de chose près, à leurs niveaux de la semaine précédente. Tout au plus a-t-on enregistré un fléchissement du DOLLAR pendant les deux premiers jours au profit du DEUTSCHENMARK, la situation se renversant par la suite.

Lundi et mardi, effectivement, le DOLLAR, très ferme à la veille du week-end, se mettait à baisser vis-à-vis des monnaies fortes: les cambistes attribuaient ce repli aux craintes suscitées par la vague de froid aux Etats-Unis, dont l'ampleur risque de faire monter les prix alimentaires et de freiner la reprise économique. La monnaie américaine tombait même à Francfort un peu au-dessous de 2,40 DM, mais se redressait les jours suivants, les cambistes estimant que l'on avait été un peu trop loin et que les effets réels de la vague de froid avaient été surestimés.

Le même phénomène était enregistré en sens inverse sur le DEUTSCHENMARK, qui se raffermissait d'abord aux dépens du dollar, pour fléchir ensuite. L'annonce, jeudi d'une forte poussée du chômage en Allemagne fédérale a jeté un léger froid, mais sans conséquence réelle pour la tenue du D.M. du cours pour l'instant.

Le FRANC FRANÇAIS a suivi plus ou moins fidèlement le DOLLAR dans ses oscillations. En fait, très soucieux de maintenir une parité « acceptable » avec la monnaie américaine pour ne pas aggraver le déficit du commerce extérieur, notamment par le paiement des achats de pétrole, les autorités monétaires ont « en-

cadre » le DOLLAR entre 4,850 F et 4,950 F, admettant à la baisse et vendant à la hausse. Elles ont semblé moins attentives à la tenue du FRANC vis-à-vis du DEUTSCHENMARK: après tout il s'agit de déterminer les priorités.

Après l'annonce d'une augmentation de 3 milliards de dollars des réserves britanniques, dont 1,5 milliard provenant de ventes de sterling. Les réductions successives du taux d'escompte officiel ont à peine affecté la LIVRE, qui

se maintient à un demi-point au-dessus de 1,75 dollar. Sur le marché de l'or, le cours de l'once a évolué entre 131 et 133 dollars dans le plus grand calme.

F. R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne horizontale donne cours de la semaine précédente)

PLACE	Unité	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	—	1,7145	6,5386	4,3128	4,1816	63,0778	6,3362	1312,18
	—	1,7150	6,5378	4,3089	4,1843	63,0778	6,3400	1312,63
New-York	1,7145	—	20,1005	20,7835	41,2967	2,6354	20,5569	0,1133
	1,7150	—	20,1106	20,8009	41,2393	2,6322	20,5100	0,1133
Paris	6,5286	4,9750	—	137,77	305,45	13,0977	196,79	5,6485
	6,5270	4,9725	—	137,81	305,56	13,0921	196,46	5,6377
Zurich	4,3128	2,5135	30,3628	—	103,8818	6,7863	90,5053	2,8508
	4,3089	2,5125	30,3279	—	103,8822	6,7867	90,2930	2,8486
Francfort	4,1816	2,4215	48,6733	86,2631	—	6,5269	95,7971	2,7456
	4,1843	2,4190	48,6473	86,2786	—	6,5249	95,7448	2,7426
Bruxelles	63,0778	37,1000	14,7455	15,3310	—	—	14,6716	4,2083
	63,0778	37,1300	14,7478	15,3493	—	—	14,6700	4,2097
Asterdam	4,3342	2,5250	30,8248	100,4969	104,3361	6,8140	—	2,8662
	4,3406	2,5310	30,8289	100,7263	104,5200	6,8185	—	2,8690
Milano	1312,18	82,00	37,728	306,23	264,23	52,728	348,89	—
	1312,63	82,00	37,737	306,24	264,21	52,7403	348,47	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 Deutsche-marks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 liras.

même si l'Allemagne fédérale est notre premier partenaire commercial. La LIVRE STERLING a peu varié, la Banque d'Angleterre continuant à intervenir pour empêcher sa hausse, notamment

se maintient à un demi-point au-dessus de 1,75 dollar. Sur le marché de l'or, le cours de l'once a évolué entre 131 et 133 dollars dans le plus grand calme.

F. R.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Statu quo

Comme sur les marchés des changes, un calme relatif a régné cette semaine sur le marché monétaire de Paris, où le taux de l'argent au jour le jour a fléchi de 1/16 %, s'inscrivant à 9 3/4 % contre 9 1/2 %.

Malgré la mise à disposition, à partir du 1^{er} février, des 12,8 milliards de francs produits par l'adjudication du 31 janvier, au taux de 9 3/4 %, contre 9 1/2 % (précédemment), les liquidités se sont contractées. Les échéances de fin de mois, certains retards dans les paiements du Trésor, d'importantes remboursements sur effets intervenus indirectement pour alimenter le marché.

Il est à noter que les établissements financiers repugnent à « allonger le tir » en empruntant à un mois, comme le souhaitent les autorités monétaires, et préfèrent se fournir à très court terme, dans l'espoir d'un nouveau fléchissement des taux. Ils attendent sans doute une nouvelle décade à l'occasion de l'adjudication de lundi prochain: certains tablent sur une nouvelle baisse de 1/8 %, mais rien n'est moins sûr. A terme, on est resté sur l'expectative après l'euphorie de la fin de la semaine précédente.

Relevons enfin un phénomène intéressant: le taux de « décaissement » à fin janvier est monté de 2,5 % communément pratiqués à 3,5 % et même 4 %, ce qui indique que les établissements trop à l'étroit dans leur encadrement ont dû payer une surprime pour céder leur « trop plein » aux confrères qui étaient plus au large. Certes, des facteurs occasionnels ont pu jouer: certaines grandes sociétés françaises auraient davantage tiré sur le « trop » possibilités auprès des banques américaines à Paris, qui avaient de la place, et à seulement quinze jours.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a évolué entre 131 et 133 dollars dans le plus grand calme.

La LIVRE STERLING a peu varié, la Banque d'Angleterre continuant à intervenir pour empêcher sa hausse, notamment

notamment en Grande-Bretagne, où la Banque d'Angleterre, pour freiner la baisse du taux sur le marché monétaire par suite de l'afflux de capitaux étrangers, a dû débrancher le mécanisme automatique de la fixation du taux d'escompte. Au lieu de le déterminer a posteriori en fonction des taux des bons du Trésor pratiqués sur le marché, la Banque est revenue au mode de fixation autoritaire, limitant la baisse à 0,25 % (12 % contre 12,25 %). Sans cela, le taux serait tombé vendredi à 11,75 % contre 14 % il y a seulement quinze jours.

Aux Etats-Unis, c'est aussi la détente, légère certes, mais suffisante pour calmer les appréhensions de ceux qui redoutaient un durcissement de la politique de la Réserve fédérale. La masse monétaire (M1) a diminué sensiblement cette semaine: le taux des Federal Funds a un peu fléchi et le volume des crédits bancaires a continué de se contracter. Pour l'avenir, M. Bertram Lanco, secrétaire d'Etat au budget, a indiqué que les taux devraient croître légèrement (slightly) cette année, et M. Burns, président du « FED », a confirmé « la ferme intention d'attendre l'été pour évaluer graduellement l'impact des taux d'expansion monétaire à long terme compatibles avec la stabilité générale des prix ». Il y aurait-il du Barre là-dessous?

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du plomb, de l'étain et du cacao

METALUX. — Les cours du cuivre d'Europe orientale. Pour l'année en cours, un déficit mondial de production d'environ 15 000 tonnes est prévu par les experts.

La hausse s'est accélérée sur les cours de l'étain, qui dépassent désormais, et de façon sensible, le prix plafonné fixé par l'accord international.

DE NIÈRES. — Assurances portantes des cours du cacao, qui atteignent de nouveaux records. La récolte du Ghana servit inférieure à 200 000 tonnes. Les bruyères de javes en Grande-Bretagne ne sont arrivées durant le dernier trimestre de l'année 1976 de 12 %, par rapport au trimestre correspondant de 1975, chiffre supérieur aux prévisions des négociants.

NOUVELLE PROJECTION DES COURS DU CACAO. La récolte brésilienne 1977-1978 est estimée par l'Institut brésilien du cacao à 325 000 tonnes contre 300 000 tonnes pour la récolte 1976-1977. A fin janvier, les stocks aux Etats-Unis s'élevaient à 120 000 tonnes au lieu d'un niveau normal de 200 000 tonnes. La récolte mondiale de la campagne en cours est la plus faible depuis deux ans et devrait être, selon les prévisions de la F.A.O., entre 3,8 et 3,7 millions de tonnes, contre 4,4 millions de tonnes en 1976-1977. Les cours du cacao ont encore fléchi sur le plus grand des marchés. L'offre mondiale surpassera la demande de 4 millions de tonnes pour la campagne 1978-1979, estimée la déportement américain de l'agriculture, la production mondiale devrait atteindre 87 millions de tonnes (+ 2 millions de tonnes).

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 4 février 1977

METALUX. — Londres (en sterling par tonne): cuivre (Wirebars) comptant, 82,50 (82,50); à trois mois 83,50 (83,50); étain, comptant, 3 800 (3 700); à trois mois, 3 800 (3 800); plomb, 248 (208,50); zinc, 404 (410).

NEW-YORK (en cents par livre): cuivre (Wirebars) comptant, 65,50-65,75 (65-67); étain, comptant, 222,75-223,25 (222,75-223,25).

DE NIÈRES. — New-York (en cents par lb): cacao, mars, 178,70 (178); mai, 178,70 (178,70); sucre, 24,85 (24,85); cacao, 8,71 (8,84).

PARIS (en francs par quintal): cacao, mars, 2 075 (2 071); mai, 2 085 (2 081); café, mars, 2 402 (2 398); mai, 2 400 (2 398); sucre (en francs par quintal), mars, 1 340 (1 340); mai, 1 326 (1 324).

CEREALES. — Chicago (en cents par bushel): blé, mars, 274 1/2 (273); mai, 282 1/4 (280 3/4); maïs, mars, 252 3/4 (254 1/4); mai, 252 1/4 (250).

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Paris Rive gauche

METRO VOLONTAIRES
IMM. NEUF 1976. Bon stand. LIVING DOUBLE, entr., cuis., salle de bain, parking. TEL. 24.00.00. 14 h. 30-17 h. 30. Part. vd 3 pièces, cuis., douche, 10.00 F. Visite le soir à partir de 18 h. 30, sam.-dim. (toute la journée). M. MOREAU, 21, rue de Valenciennes, 75013 Paris.

DURC - ODE. 97-70
130 m², sal., 45 m² + 3 p., local, balcon. P. COUVERVILLE.

PLACE CONTRASCARPE
METRO MONGE. A rénover. Entrée, cuisine, salle de bain, WC, chauffage central, clair, PRIX INTERESSANT. TEL. 32. RUE MOUFFETARD SAM-DIM.-LUN. 14 h 30-17 h 30.

METRO VAVIN CALME
2 PETITES PIÈCES, entrées, petit coin, toilette, etc. PRIX INTERESSANT. 26, RUE DELAMARE, 75013 Paris. SAM-DIM.-LUN. 14-17 h.

METRO VAUGIRARD
Immobilier Pierre, salle Balcon s/s, 3 étages, CALME 2 PIÈCES. Entrée, cuisine, s. de bain, WC, etc. PRIX INTERESSANT. SAM-DIM.-LUN. 14 h 30-17 h 30.

PARIS RIVE DROITE
MARIAIS IV
115 m² environ à refaire, bel imm. pierre de L., rue, 300 F. Lundi-mardi, de 10 h à 18 h, 4, RUE DE LA BASTILLE.

TRINITE - Bel imm. à ch. gd apt commercial ou bourgeois, part. élat, 220 m² + 17 pièces, 3 chbres serv. Lundi 14-17 h, 3, RUE DE VIROPLAY, 2^{ème} ét. S.A. - 874-88-45

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

recherche

2 Jeunes Ingénieurs diplômés

disponibles pour déplacements à l'étranger de durée variable. Anglais souhaitable.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous n° 96.837 à CONTEXTE PUBLI-TE, 28, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui tr.

capitaux ou proposition comm.

Entreprise de construction particulière avec programme de fabrication, cherche: REPRESENTAT. TECHNIQUE

de machines ou appareils (éventuellement fabrication partielle ou totale ou sous licence). Service de vente et d'après-vente disponible dans toute la Suisse.

Offre n° 10784 OFA 135, El. Orelli Füssli Annonces S.A. Case postale, CH-4001 BALE

cours et leçons

Cours de chimie, japonais part. Ec. n° 347, 4^{ème} Mouton P. S. T. des Italiens, 75027 Paris-F.

usines

USINE DE PAPETERIE

A VENDRE: Une entreprise de fabrication de papier fonctionnant depuis quarante ans. Produit du carton ondulé moyen pour la confection de caisses. 200 tonnes par jour. Machines modernes. 27,80 m² de bâtiments modernes. Embranchement ferroviaire. 62 hectares de terrains.

Droits hydrauliques, avec un barrage susceptible de produire de l'électricité. Société privée de transports routiers disposant d'une licence de la Commission fédérale inter-états. Trente-deux pièces de matériel lourd de transport.

A proximité d'un port pour l'exportation. Prendre contact avec KEN AALDES 64 Murray Road Emerson, N.J. 07630 U.S.A.

ANNONCES CLASSEES

233-44-21

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Le marché de New-York a été marqué par une certaine détente, mais les investisseurs restent prudentes face aux perspectives économiques.

LONDRES

La hausse se poursuit: le marché britannique continue de bénéficier de la confiance des investisseurs, malgré les incertitudes monétaires.

FRANCOFORT

Les taux se sont relâchés: le marché allemand a connu une certaine détente, mais les investisseurs restent attentifs aux évolutions monétaires.

BOURSE DE PARIS

Le marché français a été marqué par une certaine stabilité, avec des échanges modérés et des cours en légère hausse.

BOURSE DE BRUXELLES

Le marché belge a connu une certaine détente, mais les investisseurs restent prudentes face aux perspectives économiques.

BOURSE DE MILAN

Le marché italien a été marqué par une certaine stabilité, avec des échanges modérés et des cours en légère hausse.

BOURSE DE MADRID

Le marché espagnol a connu une certaine détente, mais les investisseurs restent prudentes face aux perspectives économiques.

BOURSE DE BARCELONE

Le marché catalan a été marqué par une certaine stabilité, avec des échanges modérés et des cours en légère hausse.

BOURSE DE VALENCE

Le marché valencien a connu une certaine détente, mais les investisseurs restent prudentes face aux perspectives économiques.

BOURSE DE BILBAO

Le marché basque a été marqué par une certaine stabilité, avec des échanges modérés et des cours en légère hausse.

هكذا من الأصل

سكنا من الأصل

LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

SEMAINE DU 31 JANVIER AU 4 FEVRIER 1977

ENLISEMENT

U termin d'une quatrième semaine consécutive de baisse à la Bourse de Paris, les indices ont encore perdu plus d'un pour cent. Malade de la politique, insensible aux résultats parfois encourageants en provenance de l'économie, le marché parisien de valeurs mobilières paraît s'être profondément endormi. Sous les colonnes du palais Brongniart de plus en plus nombreux sont les opérateurs prêts à parier qu'il ne s'éveillera plus avant les élections municipales du mois prochain.

Rarement parti aussi engagé avec autant de chances de gain. Certes, la Bourse peut encore ouvrir un œil de temps à autre pour saluer un bon résultat d'entreprise ici, accuser une mauvaise performance économique là. Mais ce seront surtout les sondages politiques, plus nombreux sans doute au cours des prochaines semaines, qui polariseront l'attention des milieux boursiers. La règle est simple, chacun la connaît : si la gauche paraît avoir le vent en poupe, les cours baissent... et le contraire est vrai. Au moins les chroniqueurs boursiers auront-ils quelque chose à écrire.

Décrier aujourd'hui, comme nous le faisons ici traditionnellement, le déroulement de chacune des séances de la semaine, s'avérerait fastidieux, tant ces dernières furent constantes dans la médiocrité. Bien sûr, la prestation télévisée, mardi soir, du président de la République n'est pas vraiment passée inaperçue dans les milieux financiers. De fait, le seul mini-redressement enregistré cette semaine, l'a été le lendemain de cette « grande première mondiale ».

Mais, peut-on parler d'un redressement significatif quand les cotations sont expédiées en trois quarts d'heure, faute d'ordres ? De même, le recul parfois appréciable, subi par les titres des entreprises françaises à la veille du week-end ne peut revêtir une réelle importance, lorsque 28 millions de francs d'actions françaises seulement changent de propriétaires sur une capitalisation boursière globale qui atteint encore près de 120 milliards de francs. Le premier ministre a déclaré dimanche 30 janvier à l'Europe No 1, que « le marché financier devait être satisfait, les entreprises ayant besoin de procéder à des augmentations de capital ».

L'an dernier, leurs appels à l'épargne publique, déjà très réduits, sont tombés de 3,6 milliards de francs à 1,6 milliard de francs. A l'heure actuelle, bien rares sont les sociétés qui viennent encore émettre des actions, ou plutôt des obligations convertibles, sur un marché qui n'est plus, pour l'instant, qu'une simple chambre d'enregistrement.

Aux valeurs étrangères, bien que l'indice global calculé par l'INSEE se retrouve, à la veille du week-end, au niveau atteint huit jours plus tôt, la tendance a été très irrégulière, notamment pour les américaines. Les allemandes étaient plutôt soutenues tandis que les mines d'or ont subi d'importants dégagements.

PATRICE CLAUDE.

de francs en 1976, marquant une progression de 40,6 % sur celui de 1975. Les exportations, qui ont augmenté de 240 %, y ont contribué pour un tiers. Un nouveau développement de l'activité est attendu pour 1977, mais à un rythme moins rapide.

Filatures, textiles, magasins

Sur le groupe des textiles, où beaucoup de valeurs se retrouvent au niveau de la semaine précédente, l'attention s'est concentrée sur Agache-Willot et sa filiale Saint Frères. Les demandes ont dû être réduites sur ces deux titres, dont la hausse s'est accélérée.

Le principe de l'absorption par Roulière de la société Albert Masurel et Cie et de ses deux filiales, Textureries de Maroume et Textureries de Maroume et Textureries de Maroume, a été adopté par les conseils d'administration. Les chiffres d'affaires hors taxes de 1976 se sont élevés à 300 millions de francs (+ 16 %) pour Roulière et à 108 millions (+ 38 %) pour A. Masurel ; il est prévu que l'ensemble réalisera un chiffre d'affaires de 410 millions en 1977. La participation du groupe Masurel y serait de 22,5 %.

Aux magasins, les comptes d'exportation sont parmi les rares titres qui aient échappé à la baisse.

SCOA comptabilisée dans sa situation provisoire au 30 septembre 1976 un bénéfice de 26,5 millions de francs contre 24,1 millions.

Pétroles

Le fait de la semaine a été la hausse de Royal Dutch, au plus haut depuis plusieurs années. Et de British Petroleum, au plus haut de son histoire, les pétroles internationaux ont le vent en poupe. A la fin de 1976, Royal Dutch valait 110 F à Paris et 180 F au début de 1976, tandis que British Petroleum valait 100 F à Paris et 160 F au début de 1976.

Le fait de la semaine a été la hausse de Royal Dutch, au plus haut depuis plusieurs années. Et de British Petroleum, au plus haut de son histoire, les pétroles internationaux ont le vent en poupe. A la fin de 1976, Royal Dutch valait 110 F à Paris et 180 F au début de 1976, tandis que British Petroleum valait 100 F à Paris et 160 F au début de 1976.

Matériel électrique, services publics

Thomson-O.S.F. va procéder à une émission d'obligations convertibles d'un montant de 320 millions de francs. Les titres, émis à 185 F, seront convertibles en actions sur la base d'une action pour une obligation. Le taux d'intérêt annuel sera progressif.

Métallurgie, constructions

Selon la Société métallurgique de Normandie, le résultat brut avant amortissements et provisions s'élève à 185 F, seront convertibles en actions sur la base d'une action pour une obligation. Le taux d'intérêt annuel sera progressif.

Mécaniques

Châtillon... 51... 1,50
Les Chiers... 74,50... 0,75
Cremont-Laire... 90,85... 0,75
Denain Nord-Est... 64,10... 0,50
Marthe-Wendel... 142... 0,50
Métal Normandie... 67... 0,50
Pompey... 78... 1,30
Sachet... 120,20... 1,30
Savines... 92,50... 4,50
Usinor... 31... 1,50
Vallières... 147,50... 1,50
Alpi... 62,50... 1,30
Rabecot-Fives... 32... 1,50
N.C. N.C... 14... 1,50
Poclain... 48... 1,50
Saguen... 190,20... 1,50
Penhoët... 251... 10,20
Peugeot-Citroën... 251... 10,20
Pérode... 250... 10,20

L'HEURE DES ECHANGES

L'année 1977 a plutôt mal commencé pour la Bourse de Paris, où le marasme des affaires est tel que les opérations boursières au sein de la Compagnie des agents de change, différenciées depuis de longs mois, vont devoir être pratiquées sans plus attendre. Les mesures de restructuration vont être annoncées incessamment, non sans poser des problèmes de confiance de régulation des personnels liés excédentaires.

Ainsi la fusion devant intervenir le 14 février prochain, entre les charges Lambert et Alphen provoque-t-elle quelques mécontentements de dents ? La moitié des employés de M. Lambert qui démissionnera de ses fonctions le 11 février ont bien été repris par M. Alphen. Quatre salariés ont été licenciés pour motif économique, tandis qu'une dizaine d'autres restent en « attente », avec salaires garantis par la Compagnie.

En revanche, ne semble pas y avoir de problèmes particuliers pour la fusion des charges Sellier-Suchet et Gédala, qui devrait être effective le 31 mars prochain.

De même, deux mois plus tard, M.M. Truffier et Ravet ne devraient pas rencontrer de difficultés majeures à l'annonce de leur rapprochement. La fusion des charges Olivier et Aubryneau-Labonnet pourrait être également officiellement enregistrée dans des délais assez rapprochés.

Par contre, il apparaît que la

101 millions de dollars, contre 79 millions en 1975. Compte tenu d'une attribution gratuite effective.

Mines d'or, diamants

Le groupe Gold Fields S.A. Ltd déclare un dividende intérimaire de 50 cents, contre 75 précédemment.

Valeurs diverses

Le compte de pertes et profits de l'Union Industrielle Elan-Ouest pour l'exercice 1975-76 fait ressortir un solde bénéficiaire de 4,11 millions de francs contre 3,43, un an auparavant. Le dividende global est porté de 14,95 francs à 15,15 francs.

La situation provisoire de De-gremont au 30 septembre 1976 a fait apparaître un bénéfice de 10,8 millions de francs contre 7,04 millions.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE 27 rue de Valenciennes 75011 Paris

Base 100 = 24 décembre 1972

28 janv. 4 févr.

Indice général... 69,8 70,5

Assurances... 120,1 119,8

Banq. et sociétés financ. 82,7 82,1

Sociétés financières 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Sociétés d'investissement 82,7 82,1

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
 - La Sierra-Leone ou les diamants de la misère (11), par Philippe Decroix.
2. ASIE
3. DIPLOMATIE
 - Les conversations entre MM. Giscard d'Estaing et Schmidt.
3. EUROPE
4. PROCHE-ORIENT
4. AMERIQUES
- 5-6. POLITIQUE
 - La préparation des élections municipales aux Antilles et en métropole.
 - Après le vote d'une « charte » de la communauté juive.
6. EDUCATION
 - LIBRES OPINIONS : « Les universitaires sous surveillance », par Michel Verrières.
6. DEFENSE
7. SOCIÉTÉ
 - Deux morts par la drogue à Copenhague.
7. JUSTICE
 - LIBRES OPINIONS : « Quand la justice fait « bip », par Henri Noguères.
7. CULTURE
 - La sauvegarde de l'Acropole.
8. D'UNE REGION A L'AUTRE
8. EQUIPEMENT

LE MONDE AUJOURD'HUI

pages 9 à 16

- La démocratie aux « Dossiers de l'écran » par Pierre Vianey-Ponté, Jean-Claude Collin, Jean-Maurice Monodier, Tanguy Picault et Didier Trochet.
- Lettre de Kherbet : Loin des technocrates.
- La philosophie : Freud et la philosophie par Jean Lacouture.

17-18. ARTS ET SPECTACLES

— MUSIQUE : les ambitions du G.R.M.

18-20. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— AGRICULTURE : le pouvoir d'achat des agriculteurs ne se serait pas dégradé en 1976.

20-21. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

Annonces classées (20) ; Carnet (17) ; Informations pratiques (8) ; « Journal officiel » (8) ; 1. Méthodologie (8) ; Mots croisés (8).

NOUVELLES BRÈVES

Le fils du tueur Renaud condamné en Suisse pour trafic de drogue. — Le fils de François Renaud, le 4 juillet 1976, a été condamné le 3 février, à vingt-huit mois de prison ferme par le tribunal de police de Genève pour infraction à la loi sur les stupéfiants (nos dernières éditions). M. Renaud, âgé de vingt-deux ans, qui avait déjà été condamné par son père après qu'il l'eut trouvé en train de fumer du haschisch, était accusé d'avoir importé en Suisse 40 grammes de morphine et 28 grammes d'héroïne, dont il avait revendu une partie. Le tribunal lui a en outre infligé une amende de 6 800 F suisses et une peine de quinze ans d'expulsion du territoire helvétique. — (A.F.P.)

Le tribunal de grande instance de Lons-le-Saunier (Jura) a condamné, mercredi 2 février, sept personnes impliquées dans une affaire de trafic et usage de stupéfiants dans deux établissements scolaires de Dole (Jura). M. Robert Gatin, âgé de vingt-deux ans, surveillant d'externat, s'est vu infliger quinze mois d'emprisonnement dont deux avec sursis, et trois ans de suppression des droits civiques. Le fournisseur de la drogue, M. Louis Paquette, âgé de vingt ans, a été condamné à trois ans d'emprisonnement, à trois ans d'interdiction de séjour et à la suppression de ses droits civiques pour cinq ans. Des peines allant de dix-huit jours à cinq ans avec sursis ont été également infligées à cinq autres jeunes gens. Six autres collégiens seront présentés devant le tribunal pour enfants le 15 février.

Le numéro du « Monde » daté 5 février 1977 a été tiré à 589 942 exemplaires.

A B C D E F G

La contestation en Tchécoslovaquie

Une liste de 208 nouveaux signataires de la Charte 77 est diffusée à Prague

Prague (A.F.P.). — MM. Jiri Hajek et Jan Patocka, porte-parole de la Charte 77, ont diffusé une liste de deux cent huit nouveaux signataires du manifeste sur les droits de l'homme. Cette liste, qui porte le titre de : « Document numéro 5 », a été adressée à quelques jours aux principaux organes de l'Etat, à l'indiqué à des journalistes M. Patocka. Cette seconde liste a été publiée sur la demande des nouveaux signataires, dont certains ont déjà été interrogés par la police. Parmi les nouvelles adhésions, on relève les noms de seize journalistes, couvriers, d'une centaine d'intellectuels ou cadres supérieurs et de douze prêtres.

Les autorités continuent à donner une ample publicité au soutien accordé par les artistes et écrivains officiels à un « contre-manifeste » adopté il y a une dizaine de jours par les unions culturelles. Vendredi 3 février, ce sont les artistes « pop » autorisés à se produire et les chanteurs de variétés qui ont endossé cette prise de position, au cours d'un meeting dirigé par deux vedettes de la chanson. Mme Eva Pilarova et M. Karel Gott.

Enfin, en Slovaquie, MM. Stefan Sedovsky, ancien ministre et ancien premier secrétaire du P.C. slovaque en 1969, et Josef Zrak, ancien vice-premier ministre slovaque, ont violemment critiqué les signataires de la Charte 77. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968, ils s'étaient rapidement rangés du côté des normalisateurs. M. Sedovsky avait été limogé de toutes ses fonctions au début de 1971 et depuis son nom n'avait plus été mentionné.

On a appris, d'autre part, que les chefs des missions diplomatiques de sept pays occidentaux — Autriche, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Portugal, Norvège, Suède — avaient été convoqués individuellement les derniers jours au ministère des affaires étrangères, où ils ont été reçus par l'un des vice-ministres, M. Dusan Spacil. Celui-ci s'est borné à exprimer son étonnement devant les réactions des gouvernements de ces pays sur

Exilé à Paris

L'ÉCRIVAIN TURC
ZEKERIYA SERTEL
EST AUTORISÉ À RENTRER
DANS SON PAYS

(De notre correspondant.)

Ankara. — Le ministre turc de l'Intérieur, M. Asiltürk, a annoncé vendredi 4 février qu'il n'y a plus d'obstacle à son retour dans sa patrie du journaliste et écrivain de gauche Zekeriyâ Sertel, en exil depuis plus de vingt-cinq ans.

M. Sertel, âgé de quatre-vingt-trois ans, avait déjà tenté de rentrer dans son pays en 1969. Mais il avait été refoulé à l'aéroport d'Istanbul. Ses avocats, qui avaient saisi le Conseil d'Etat, devaient voir leur action échouer. Cependant, M. Sertel n'était pas certain que le gouvernement se conformerait à la décision du juge administratif.

Victime de menaces et de pressions multiples, M. Sertel et sa famille étaient contraints à l'exil en 1950, comme le célèbre poète turc Nazim Hikmet. Mais contrairement à ce dernier, M. Sertel n'avait jamais connu les prisons turques. Il avait d'abord été condamné à l'Union soviétique, puis était venu en France, il y a quelques années.

ARTUN UNSAL

M. Tseng Tso, ambassadeur de Chine en France, qui regagnera Pékin le 9 février après un séjour de trois ans et demi dans la capitale française, a donné, vendredi 4 février, une réception d'adieu.

M. Tseng Tso a été reçu, le 24 janvier par M. Giscard d'Estaing, et le 1^{er} février par M. Raymond Barre. M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, avait donné, le 2 février, un dîner en son honneur.

Les agriculteurs européens demandent un relèvement moyen de 7,4 % des prix agricoles

Les représentants du Comité des organisations professionnelles agricoles (C.O.P.A.) ont rencontré, vendredi 4 février, M. Giscard d'Estaing, nouveau commissaire européen chargé de l'agriculture. Au cours de cet entretien, ils ont indiqué qu'ils demandaient une augmentation moyenne des « prix communs » de 7,4 % pour la prochaine campagne.

Selon les professionnels, une telle augmentation devrait permettre d'assurer aux agriculteurs une évolution de leurs rémunérations moyennes équivalente à celle des autres catégories socio-professionnelles. Les taux d'inflation étant très divers selon les pays, les agriculteurs européens demandent également que les prix soient ajustés « sur mesure ».

Les prix agricoles ont aussi fait l'objet d'un mémorandum envoyé le 4 février par la France à la Commission de Bruxelles. Paris y demande la modification de modalités de calcul et d'application des montants compensatoires, ce système, qui vise à éviter de favoriser ou de pénaliser des exportateurs ou des importateurs de produits agricoles dont les prix sont sous-évalués, soit surévalués.

Après la crise

d'East African Airways

DES CENTAINES DE TOURISTES SERAIENT BLOQUÉS EN TANZANIE

Le différend entre les trois membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Kenya, Ouganda), relatif à la compagnie d'aviation Kenya Airways et par la dissolution de fait d'East African Airways (« le monde » du 5 février) s'est aggravé au sein même de la Communauté. La Tanzanie vient de prendre la décision de fermer ses frontières et de saisir les avions et les avions de tourisme immatriculés au Kenya. Plusieurs centaines de touristes se trouveraient actuellement bloqués dans des hôtels de Dar-es-Salaam. Selon les autorités du Kenya, les chauffeurs des taxis auraient été arrêtés. Le gouvernement de Tanzanie a déclaré qu'il ne saurait accepter de ne pas garantir la sécurité des frontières. Il s'agit en fait de représailles contre la décision de la Tanzanie de suspendre ses vols commerciaux d'aviation. — (A.F.P., Reuters.)

La fin de la conférence de Split

7,5 MILLIONS DE FRANCS POUR COMMENCER À SAUVER LA MÉDITERRANÉE

C'est à l'unanimité des quinze pays riverains de la Méditerranée qui étaient représentés à la conférence (sur dix-huit) que, vendredi 4 février, a été adopté à Split, en Yougoslavie, le plan bien connu. Il s'agit de dresser un diagnostic aussi précis que possible de la pollution qui affecte la Méditerranée, les populations qui la bordent et les touristes qui, de plus en plus nombreux, la fréquentent. Les chercheurs de dix-sept laboratoires vont donc étudier les eaux littorales, les plages et les mouillages.

Ce premier programme, établi sur deux ans, coûtera 7,5 millions de francs. La France en prend le quart à sa charge. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) a secondé, le reste étant fourni par les autres pays et diverses agences internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.). En effet, la pollution, la dysenterie, l'insécurité alimentaire et la pollution sont des problèmes qui se posent à la Méditerranée.

Le directeur du P.N.U.E. pour l'Europe a estimé que « un pas important a été fait à Split pour sauvegarder l'environnement de la région méditerranéenne ». Il a également souligné la diversité des systèmes économiques des pays méditerranéens, l'insécurité constatée au cours des travaux et

Collision dans le métro de Chicago

ONZE MORTS ET DE NOMBREUX BLESSÉS

Chicago (A.F.P., U.P.I.). — Le bilan d'un accident qui s'est produit sur la ligne du métro s'est élevé dans le centre de Chicago vendredi 4 février s'élevait samedi matin à onze morts et plus de deux cents blessés, dont une dizaine sont dans un état critique.

Une rame du métro a heurté une autre rame arrêtée entre deux stations alors que la visibilité était réduite par une tempête de neige. Trois voitures ont défilé et se sont écrasées dans la rue, 10 mètres en dessous. Une quatrième voiture est demeurée suspendue dans le vide.

LA POLITIQUE DANS L'ENTREPRISE

Un arrêt de la cour d'appel de Paris confirme l'interdiction des réunions « de propagande »

Pour empêcher les comités d'entreprise d'organiser dans leurs locaux des conférences ou des débats menés par des personnalités politiques, les employeurs se sont adressés, à la fin de l'année 1976, aux tribunaux. La façon contradictoire dont ceux-ci se sont prononcés est soulignée par deux affaires récentes.

Une ordonnance du tribunal de Nanterre vient d'autoriser une conférence-débat qu'organise, le 7 février, le comité d'entreprise de la SNECMA (Constructions aéronautiques). Inversement, le comité d'appel de Paris avait confirmé le 14 décembre dernier une ordonnance du même tribunal de Nanterre interdisant (le 2 mars 1976),

à la demande de la direction de la SECAN (Société d'études et de constructions navales), la réunion qui devait être tenue, le lendemain, dans les locaux du comité d'entreprise, avec la participation de la cellule communiste Maurice Pochard.

Les circonstances ne sont pas les mêmes, il est vrai, et le tribunal de Nanterre a précisé qu'il ne saurait interdire le débat du 7 février « dès lors que le comité d'entreprise respectera son devoir d'objectivité en ne tenant aucune séance d'arbitrage ». Précédemment, les tribunaux d'instance avaient généralement admis que les débats politiques faisaient partie des actions culturelles qui peuvent organiser les

Les tribunaux : tantôt oui, tantôt non

Voici les jugements les plus connus prononcés par les tribunaux d'instance depuis 1975 en faveur de débats politiques dans l'entreprise :

Le tribunal de Saint-Etienne, le 4 février 1976, rejette une demande de la direction de Creusot-Loire : on ne saurait, estime-t-il, « tenir pour étranger à la culture générale le fait d'assister à des exposés de nature politique ».

Le tribunal de Paris, le 3 mars 1976, se prononçant sur les litiges du Crédit lyonnais et du C.I.C., décide, avec des réserves, de permettre la tenue d'une conférence d'information faite par des élus communistes, à la sortie du travail sur un terrain appartenant à la société. Le droit de propriété de l'employeur se trouve limité par les droits des travailleurs qui se trouvent chez eux à l'usine, « encore davantage sur le parking mis à leur disposition », lit-on dans les attendus. Ils doivent pouvoir y exercer tous leurs droits de citoyens dans la mesure où ils n'entraînent pas la dégradation de l'ouvrage ou la dégradation de l'usine, pour éviter la tenue d'une réunion à caractère politique. La direction de Creusot-Loire avait fait valoir que le local du comité abritait les réunions purement internes du P.C.F., avec, certes, la participation de M. Ducloux, vice-président communiste de l'Assemblée nationale.

Le tribunal de Saint-Etienne, le 12 janvier 1977, devient se prononçant sur un nouveau différend survenu à Creusot-Loire, rend une ordonnance interdisant l'entrée des locaux à toute personne étrangère à l'usine, « pour éviter la tenue d'une réunion à caractère politique ». La direction de Creusot-Loire avait fait valoir que le local du comité abritait les réunions purement internes du P.C.F., avec, certes, la participation de M. Ducloux, vice-président communiste de l'Assemblée nationale.

Le tribunal de Lyon, le 21 mai 1976, constate qu'une réunion irrégulière a été tenue sans droit, par le P.C.F. dans les locaux mis à la disposition du comité d'établissement de Saint-Fons, de la société Rhône-Poulenc.

Le tribunal de Saint-Etienne, le 12 janvier 1977, devient se prononçant sur un nouveau différend survenu à Creusot-Loire, rend une ordonnance interdisant l'entrée des locaux à toute personne étrangère à l'usine, « pour éviter la tenue d'une réunion à caractère politique ». La direction de Creusot-Loire avait fait valoir que le local du comité abritait les réunions purement internes du P.C.F., avec, certes, la participation de M. Ducloux, vice-président communiste de l'Assemblée nationale.

SÉRIE D'AGRESSIONS DANS LA RÉGION PARISIENNE

A Pantin, deux convoyeurs de fonds sont tués

Dans le 17^e arrondissement, les policiers blessent trois malfaiteurs

Deux convoyeurs de fonds appartenant à une entreprise de gardiennage, l'A.C.D.S. (Agence centrale de services), MM. Alain Plaire, âgé de vingt-neuf ans, et Alain Beaurepaire, âgé de vingt-sept ans, ont été tués par deux malfaiteurs, vendredi 4 février, vers 18 h. 30, au cours d'un hold-up qui a eu lieu devant un supermarché, rue Jean-Lolive, à Pantin (Seine-Saint-Denis).

Les deux gangsters, arrivés au volant d'une voiture volée, ont ouvert le feu sur les deux hommes au moment où ceux-ci transportaient les 85 000 francs de la recette dans le fourgon, puis ils ont pris la fuite au volant du camion. M. Alain Plaire avait été tué sur le coup, et M. Alain Beaurepaire est mort deux heures plus tard à l'hôpital franco-musulman de Bobigny. Un client du magasin qui se trouvait sur le parking a été légèrement blessé.

Prié de chasser par les policiers, les malfaiteurs ont ouvert une nouvelle fois le feu, criblant de balles la voiture de leurs poursuivants mais sans blesser personne. Le fourgon, qui transportait la recette d'une dizaine de magasins — le montant n'en a pas encore été chiffré — a été retrouvé vide rue Alphonse-Pénard à Paris-30^e. Les gangsters n'ont pas été retrouvés.

Quatre autres malfaiteurs, qui avaient, vendredi 4 février à 12 h. 25, dérobé 228 000 francs dans une succursale du Crédit du Nord, 40, avenue Niel à Paris-17^e, ont été arrêtés par l'issue d'une fusillade par les policiers de la brigade anti-gang qui les surveillaient (nos dernières éditions). La

scène s'est déroulée rue de Rome. Trois gangsters ont été blessés, dont un très grièvement, par les policiers. Les quatre hommes, MM. Jean-Pierre Chaventre, âgé de trente-cinq ans, originaire de Châteauroux (Indre), recherché pour le meurtre d'un patron de bar de la banlieueilloise ; Christian Bland, âgé de trente-deux ans, et Rachid Daoudi, âgé également de trente-deux ans, tous deux repris de justice, et Xavier Tasso, âgé de trente ans. Arrêté en 1972 et condamné à neuf ans de réclusion criminelle pour une agression à main armée, ce dernier avait profité d'une permission en septembre pour disparaître.

Banque cambriolée dans l'Yonne

Enfin, six individus masqués et armés ont, vendredi 3 février vers 20 h. 30, le directeur de l'agence du Crédit agricole de Villeneuve-la-Guyard, près de Sens (Yonne), M. Pierre Morlon, dont l'appartement est situé au-dessus de la banque, à ouvrir les trois coffres-forts contenant des fonds de 200 000 francs. Puis il a été ramené à son domicile et ligoté sur un fauteuil, ainsi que son épouse, tandis que leurs quatre enfants étaient tenus en respect dans leur chambre. Pendant ce temps, les gangsters ont dérobé au chalcum cent vingt-deux cent cinquante coffres particuliers. Le montant du cambriolage n'a pas encore été évalué.

DIX ANS DE

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à dix ans de prison pour avoir organisé des réunions politiques dans l'entreprise.

Le commandant Maurice Pochard, ancien ministre de l'Intérieur, a été